

SOCIETE D'APPUI A LA GESTION
ECONOMIQUE
(S.A.G.E.)

UN PROFIL DE PAUVRETE EN REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE-EN 1992

Etude réalisée pour le compte de:

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN
PROJET DIMBNSIONS SOCIALES DB L'AJUSTEMENT ET
DEVELOPPEMENT

ET

LA BANQUE MONDIALE

Société d'Etudes et de Conseils
1, Voie de la Fripière 41700 Cour-Cheverny FRANCE
Tel (33) 54 79 29 10 Fax (33) 54 79 29 11

Tables des matières

Résumé analytique 1

1. Introduction 4

2. Le cadre conceptuel de l'étude de la pauvreté en République Centrafricaine 6

2-1 La mesure de la pauvreté 6

LA NOTION DE PAUVRETE 6

L'IDENTIFICATION DE LA PAUVRETE 7

L'APPROCHE QUANTITATIVE 7

LA DETERMINATION DES SEUILS DE PAUVRETE 10

L'AGREGATION DE LA PAUVRETE 11

L'APPROCHE QUALITATIVE 16

2-2 Le profil de pauvreté 16

3. L'Enquête Prioritaire de 1992 en Centrafrique et l'opérationnalisation de la mesure de la pauvreté 17

Catégories de revenu des ménages 18

Categories des dépenses des menages 19

4. La répartition du revenu en République Centrafricaine 21

Inégalité de repartition de revenu par milieu de résidence 22

Inégalité de repartition de revenu par région 22

Inégalité de repartition de revenu par groupe cible 23

5. Mesures monétaires de la pauvreté en République Centrafricaine en 1992 24

La dichotomie milieu urbain-milieu rural 24

Répartition géographique de la pauvreté 26

Repartition de la pauvreté par groupe cible 27

Repartition de la pauvreté suivant l'occupation principale du chef de ménage 28

Repartition de la pauvreté suivant la taille du ménage 28

S.A.G.E. Avril 1994

Répartition de la pauvreté suivant le sexe du chef de ménage	29
6. Structure des dépenses et du revenu par groupe de pauvreté	30
Structure des dépenses	30
Structure du revenu	33
7. Indicateurs de satisfaction des besoins de base et Pauvreté	35
A- Santé	35
B- Education	37
C- Accès à l'eau potable	40
D- Malnutrition	41
8. Conclusion	42
Tableaux	44
4- Répartition du revenu	45
5- Mesures monétaires de la pauvreté	53
6- Structure du revenu et des dépenses	60
7- Indicateurs de satisfaction de besoins de base	70
Appendice 1: Estimation de l'autoconsommation	95
Appendice 2: Calcul de l'indice de bien-être	97
Bibliographie	100
Références	102

REMERCIEMENTS

La présente étude a été réalisée par Monsieur ABEL NKOUNGOUROU-KBONGUE de la SOCIETE D'APPUI A LA GESTION ECONOMIQUE (S.A.G.E.). La Société S.A.G.E. tient à présenter ses remerciements à tous ceux qui lui ont permis de mener à bien cette mission. Ceux-ci s'adressent tout d'abord à toute l'équipe de coordination du projet DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT ET DEVELOPPEMENT (DSAD), et plus particulièrement à Monsieur Paul-Théodore Mbaguia, Coordonnateur du DSAD, qui a permis l'organisation de l'étude. Ils s'adressent ensuite à l'Equipe de direction de l'Enquête Centrafricaine auprès des Ménages (ECAM) et notamment Monsieur Mada NALIMBI, Chargé de Mission, Division de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE), et Directeur National de l'ECAM et Monsieur Didier SOKONY, Directeur Technique de l'ECAM, qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts pour faciliter le travail de la mission de S.A.G.E. Une pensée spéciale va à Monsieur Faustin NDALOT, Statisticien-Informaticien à l'ECAM, pour la patience, la volonté de réussir et l'abnégation au travail dont il a fait preuve dans le traitement informatique des données nécessaires à la réalisation de ce travail. Ces remerciements s'adressent enfin à Monsieur Léopold Mbolli-Patran, Consultant National, qui a participé activement à la recherche de l'information.

Résumé analytique

L'économie centrafricaine, qui maintenait un taux de croissance faible, a connu une rapide détérioration qui s'est empirée aux débuts des années 80. Pour cette raison le Gouvernement a mis en place un programme de stabilisation et de restructuration économiques qui est aujourd'hui à sa troisième phase. Une caractéristique essentielle de ce genre de programme est que leur bénéfice n'est pas équitablement réparti entre les différents groupes de la population. De par la nature même du processus d'ajustement, certains groupes éprouvent à brève échéance de sérieuses difficultés. Il est indispensable, pour concevoir une stratégie d'ajustement à court terme et de croissance à long terme qui soit sensible aux difficultés éprouvées par les pauvres, de bien savoir la nature de la pauvreté.

Cependant, le programme d'ajustement centrafricain a été lancé sans que soit conduite au préalable une étude sur la pauvreté dans le pays. L'Enquête Prioritaire, réalisée avec l'appui de la Banque Mondiale, par l'Enquête Centrafricaine auprès des Ménages (ECAM), une composante du projet Dimensions Sociales de l'Ajustement et Développement (DSAD) exécutée par la Division de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE), fournit les données détaillées sur les conditions de vie des ménages. Ceux-ci portent tant sur les revenus, les dépenses que la satisfaction des besoins de base ou divers autres aspects du niveau de vie. Dans la présente étude nous nous proposons à présenter un profil de pauvreté détaillé en Centrafrique en 1992 à partir de ses résultats.

Le chapitre 2 s'ouvre sur un exposé des problèmes théoriques de l'évaluation de la pauvreté. Nous arrivons à la conclusion que, d'un point de vue opérationnel, le niveau de vie monétaire des membres d'un ménage se mesure le mieux par la dépense totale par personne, corrigée de la valeur de l'autoconsommation et des différences de prix. Nous estimons par ailleurs que cette mesure doit être complétée par des indicateurs de satisfaction de besoins de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et la nutrition. Une fois posée la mesure du niveau de vie à base monétaire, nous examinons au même chapitre les mesures d'inégalité de revenu et les indices de pauvreté. Nous adoptons, pour l'inégalité de revenu, les mesures d'entropie de Theil et pour la mesure de la pauvreté, l'ensemble d'indices proposés par Foster, Greer et Thorbecke. Ces mesures et ces indices sont décomposables et sont suffisamment souples pour couvrir un éventail de jugements de valeur sur la répartition du revenu et la pauvreté tout en restant opérationnel.

Le chapitre 3 est consacré à l'exploitaion de l'Enquête Prioritaire de 1992 pour concrétiser l'étude de la répartition du revenu et la mesure de la pauvreté en République Centrafricaine. Il contient un exposé technique de la manière dont les réponses aux questions posées dans l'enquête, en particulier celles qui concernent les revenus et les dépenses, ont servi à construire une mesure du bien-être du ménage. L'appendice 2 précise quelques unes des bases théoriques sur lesquelles repose l'analyse empirique du texte.

Au chapitre 4 est examinée l'inégalité de répartition du revenu en République Centrafricaine. Il met en évidence une grande disparité des revenus dans le pays tant entre milieux de résidence qu'entre groupes cibles. Plus particulièrement, il ressort que l'inégalité est plus importante en milieu rural.

Le chapitre 5 analyse les mesures de la pauvreté à partir de l'évaluation monétaire du niveau de vie définie au chapitre 3. L'analyse est menée à partir de deux seuils de pauvreté. Le premier seuil est fixé aux deux-tiers de la dépense annuelle moyenne des ménages par tête et le second seuil, celui de "pauvreté extrême", est fixé au tiers de la dépense annuelle moyenne des ménages par tête. On constate qu'un peu plus de 62% de l'ensemble des centrafricains vivaient en dessous du seuil de pauvreté supérieur de 47224 francs CFA par tête par an aux prix de Bangui en 1992. De même, 34% de l'ensemble des centrafricains se trouvaient en-dessous du seuil de pauvreté extrême de 23612 francs CFA par tête par an aux prix de Bangui en 1992. En outre nous observons que l'écart de pauvreté était de 46,6 milliards de francs cfa par an et l'écart de pauvreté extrême de 10,3 milliards de francs cfa par an.

La pauvreté en République Centrafricaine est un phénomène à prédominance rurale. La pauvreté en milieu rural est environ sept fois plus répandue qu'à Bangui et elle constitue environ 86% de l'incidence nationale de la pauvreté. En outre, la disparité s'aggrave encore si l'on fait intervenir les mesures qui mettent en évidence la gravité de la pauvreté.

Au chapitre 6 sont examinées la structure des dépenses et les sources de revenu des pauvres en RCA. A l'aide d'une série de tableaux de plus en plus désagregés est étudiée la manière dont les Centrafricains pauvres dépensent leur revenu et comment ils le gagnent. L'alimentation est le principal poste de consommation en République Centrafricaine. Si l'on combine la consommation de produits achetés sur le marché et l'autoconsommation, l'alimentation représente 72% des dépenses totales des ménages centrafricains. Elle est plus élevée pour les pauvres que pour les non-pauvres. Sont ensuite examinées des catégories plus précises de dépenses par produit en cherchant à lier la structure des dépenses à l'incidence des variations des prix des divers produits.

L'analyse de la structure des sources de revenu montre que l'agriculture constitue la première source de revenu en Centrafrique, procurant 46,8% du revenu total des ménages de l'échantillon de l'Enquête Prioritaire. La catégorie qui vient ensuite par ordre d'importance est celle du revenu du travail indépendant non agricole qui s'établit à 25,8% du revenu total. Le revenu du travail indépendant (agricole et non agricole) intervient donc pour 72,6% du revenu total. Examinant les catégories plus désagrégées, il ressort que 13,1% des revenus des pauvres de la République Centrafricaine proviennent de la vente des cultures d'exportation (café: 7,3%; coton: 4,9%; tabac: 0,9%), tandis que 62,7% des recettes totales de vente de café, 86,4% des recettes totales de vente de coton et 74,4% des recettes totales de vente de tabac vont aux pauvres. Ces chiffres permettent de conclure qu'une politique visant à relever le prix d'achat de produits d'exportation profitera avant tout aux pauvres.

Le chapitre 7 de l'étude complète l'établissement d'un profil de pauvreté en Centrafrique en analysant la satisfaction des besoins de base des ménages pauvres. La situation observée à cet égard n'est pas très encourageante. L'incidence de la maladie est plus élevée chez les pauvres. Le taux d'analphabétisme y est très élevé, un habitant sur cinq. Ils n'ont pratiquement pas accès à l'eau potable et la malnutrition est plus prononcée chez leurs enfants. De telles constatations ne sont certes pas surprenantes, mais la quantification donnée ici représente un premier pas vers l'analyse de la politique des dépenses publiques dans la réalisation des niveaux acceptables de satisfaction de besoins de base parmi les pauvres en République Centrafricaine.

1. Introduction

L'économie de la République Centrafricaine était en stagnation au début des années 60, mais une amélioration des termes de l'échange pendant la deuxième moitié de la décennie a amené une certaine croissance. Au début des années 70, le revenu et la production agricole par habitant ont augmenté modestement alors que l'activité industrielle croissait d'environ 7%. A partir de la moitié des années 70, l'économie centrafricaine, qui maintenait une croissance faible, a connu une rapide détérioration qui s'est empirée au début des années 80. Le PIB diminuait de près de 3% en 1979, 4% en 1980 et de nouveau 2% en 1981, soit près de 6% par an en moyenne par habitant.

Après un programme de stabilisation appliqué entre 1983 et 1985 afin de restaurer l'équilibre des finances publiques et de la balance de paiements, le Gouvernement a mis en place, à partir de 1986, un programme d'ajustement plus complet pour relancer la croissance réelle en éliminant les contraintes structurelles et en améliorant la compétitivité intérieure et extérieure. Il est axé sur: une croissance de l'agriculture (du fait de l'avantage comparatif) et grâce à l'ouverture progressive de l'économie au jeu des forces du marché; une meilleure gestion de l'économie; une réduction systématique du secteur public; et la mobilisation des ressources publiques et privées afin d'accroître le taux d'épargne intérieure. Le programme est actuellement à sa troisième phase.

Une caractéristique essentielle des programmes de stabilisation et de restructuration économiques est que leur bénéfice n'est pas équitablement réparti entre les différents groupes de la population. Ceci soulève la question de la répartition de l'impact du programme. D'autre part, la mise oeuvre de l'ajustement soumet automatiquement à court terme certains "groupes vulnérables" à des conditions de vie très difficiles. Il se pose donc un problème de l'importance de la pauvreté pour la population en général, et pour certains groupes identifiables en particulier. Il s'avère donc généralement nécessaire de concevoir et de mettre en oeuvre des politiques sociales intégrées au cadre macro-économique, permettant à la fois de réaliser une croissance équilibrée, de mieux répartir ses fruits et de réduire, au moyen d'actions ciblées, les poches de pauvreté existantes. Mais pour définir ces politiques, il faut pouvoir identifier qui sont les groupes vulnérables, comprendre quelles en sont les raisons et étudier l'impact positif ou négatif que peuvent avoir sur elles les politiques sectorielles et macro-économiques.

Cependant le Programme d'Ajustement Centrafricain a été lancé sans conduire au préalable une étude sur la pauvreté dans le pays. Une enquête budget consommation a été réalisée en 1975/76, soit dix ans avant le lancement du programme d'ajustement structurel. Elle a fourni des données détaillées sur les

conditions de vie, la production agricole, les sorties monétaires et la consommation des ménages. Mais si les données de cette enquête ont été utilisées pour la planification, l'analyse économique, la comptabilité nationale et la construction de l'indice des prix des ménages africains à Bangui, elles n'ont pas servi à faire une analyse systématique de la pauvreté en République Centrafricaine.

Le but de la présente étude est, à partir des résultats de l'Enquête Prioritaire réalisée en 1992 et de la notion de bien-être ou niveau de vie, l'analyse de la nature et des caractéristiques de la pauvreté en République Centrafricaine. Elle tente d'apporter la lumière sur la pauvreté en RCA en: (i) étudiant la répartition des revenus en RCA en 1992, (ii) évaluant l'importance de la pauvreté pour le pays en général, et pour certains groupes identifiables en particulier. Elle établit aussi une base de données pour les analyses ultérieures de la pauvreté en République Centrafricaine. Plus particulièrement l'étude vise à déterminer:

- l'importance de l'inégalité de revenus en RCA et sa variation en fonction de la localisation géographique, la zone agro-écologique, le groupe socio-économique du chef de ménage;
- l'incidence et la profondeur de la pauvreté en RCA;
- l'inégalité de la pauvreté dans les différentes localisations géographiques (Bangui, autres villes, rural), les zones agro-écologiques, des groupes identifiables par l'activité du chef de ménage, l'employeur du chef de ménage, le sexe, etc...
- les caractéristiques du revenu et des dépenses des pauvres.

Le chapitre 2 porte sur le cadre conceptuel de l'étude. Dans le chapitre 3 est fait une présentation rapide de l'Enquête prioritaire. Le chapitre 4 examine la répartition des revenus en République Centrafricaine. Le chapitre 5 porte sur les mesures monétaires de la pauvreté, tandis que le chapitre 6 est consacré à l'étude des structures de dépenses et de sources de revenu par groupes de pauvreté. Le chapitre 7 porte sur les indicateurs de satisfaction de besoins de base. Enfin le chapitre 8 présente les conclusions générales de l'étude.

2. Le cadre conceptuel de l'étude de la pauvreté en République Centrafricaine

2.1. La mesure de la pauvreté

LA NOTION DE PAUVRETE

A priori, il est assez aisé d'appréhender la pauvreté. Dans une société donnée, l'existence de la pauvreté suppose qu'une ou plusieurs personnes ne peuvent atteindre un niveau de bien-être matériel correspondant à un minimum acceptable par les normes de cette société. La nature de la pauvreté et la notion même de pauvreté varient donc suivant le pays et la culture, et comportent indéniablement une part de relativité. Il n'est ni contradictoire ni absurde d'affirmer que deux individus, dont l'un vit en France et l'autre en République Centrafricaine, sont pauvres alors que le revenu réel du premier (corrigé de toutes les différences de prix pertinentes) est largement supérieur à celui du second. En outre, à mesure que le revenu et la structure d'un pays varient, ce qui constitue la pauvreté varie aussi, bien que la variation à cet égard puisse s'étaler sur une longue période dépassant généralement la durée des programmes d'ajustement structurel qui sont de courte durée (trois ans).

Les différents types de pauvreté

Une première distinction peut être faite entre les groupes de populations pauvres et les groupes de populations vulnérables. En effet ces derniers ne sont pas pauvres, mais pourraient le devenir assez facilement si rien n'est fait pour les protéger des chocs économiques ou des effets de certaines mesures d'ajustement.

Concernant les pauvres à proprement parler, on peut distinguer plusieurs types de pauvreté. En terme de durée on peut globalement classer les pauvres en deux catégories: (i) La pauvreté "structurelle" ou "chronique", qui est le résultat du long terme. C'est la situation des exclus de la croissance économique, ceux qui n'ont pas pu bénéficier des conquêtes sociales. (ii) La pauvreté "conjoncturelle" est d'apparition récente. Elle résulte de la crise économique du début des années 80, de l'urbanisation rapide, et des restructurations économiques qui résultent des politiques d'ajustement structurel et de la compétition internationale. Elle concerne des personnes qui n'étaient pas en état de pauvreté à l'origine mais qui le sont devenues en raison de leur trop grande vulnérabilité. Dans les faits il est souvent difficile de différencier de façon pratique les personnes ou ménages appartenant à l'une ou l'autre catégorie.

En terme de l'importance du phénomène on peut distinguer la pauvreté absolue de la pauvreté relative. " On considère qu'un individu est en état de pauvreté absolue quand il ne peut plus se procurer les biens qui lui permettent de satisfaire ses besoins essentiels: alimentation, habillement, logement, santé, éducation".¹

La détermination de la pauvreté pose deux problèmes: son identification et son agrégation.²

L'IDENTIFICATION DE LA PAUVRETE

La pauvreté est étudiée à partir du niveau de vie. Il n'est pas simple de définir ce qui constitue le niveau de vie, et comme le dit Sen³, les travaux théoriques sur ce sujet ont parfois pris une tournure philosophique. Sans même aborder la question abstraite de savoir ce que s'est qu'avoir un certain niveau de vie, on a du mal à appliquer la notion en raison de son caractère multidimensionnel. Le concept de niveau de vie ou bien-être d'un individu sera appréhendé ici par rapport à la consommation des biens offerts. D'un point de vue purement économique, il serait tentant de ne retenir que la consommation de biens et services. En effet, pour les produits marchands, on peut ramener les nombreuses dimensions du niveau de vie à un numéraire unique en utilisant les prix pour convertir les quantités en dépenses. Pour les éléments tels que l'autoconsommation, les prix peuvent être attribués et utilisés de la même manière. Une procédure identique peut être appliquée à la santé et à l'éducation. En revanche l'emploi des structures du marché devient plus délicat pour les services fournis par des organismes publics et d'autres types de services tels que l'accès à l'eau potable, les transports publics, etc. En principe, on pourrait ramener tous ces éléments à une même unité de compte si l'on parvenait à trouver des prix virtuels appropriés. Une telle opération prêterait toutefois inévitablement le flanc à la critique. Aussi semble-t-il préférable, en pratique, de distinguer entre les indicateurs de la consommation privée et ceux de la "satisfaction des besoins de base". Ainsi la pauvreté sera étudiée ici sous deux aspects: quantitatif et qualitatif.

L'approche quantitative

Dans l'approche quantitative, il est utile de disposer d'une mesure unidimensionnelle du niveau de vie ou du bien-être. Que devrait-elle être? Faut-il choisir le revenu, les dépenses ou une autre grandeur? Un autre aspect important à considérer concerne l'horizon temporel. Théoriquement l'idéal serait de choisir les dépenses ou le revenu permanent. Cependant, les données disponibles pour la présente étude correspondent à une image instantanée fournie par une enquête sur les ménages qui a mesuré, par interview et à un seul passage, les revenus et les dépenses pour une année, voire pour une durée plus courte (deux semaines).

Pour qui s'intéresse à la consommation courante, ce sont les dépenses qui constituent le meilleur indicateur utilisable, à cause de la difficulté que l'on a à mesurer le revenu permanent, plus particulièrement dans les pays en développement. La consommation totale du ménage est généralement considérée comme représentant le mieux le niveau de bien-être, le revenu n'étant considéré que comme une approximation de la consommation. Plusieurs arguments militent en faveur de l'utilisation de la consommation et non pas du revenu. Tout d'abord le revenu, au cours du cycle de vie, peut fluctuer à court terme alors que la consommation se répartit de façon plus régulière dans le temps. Ensuite les données sur la consommation sont généralement plus fiables dans les enquêtes auprès des ménages que celles sur le revenu, information très sensible. Enfin il est souvent difficile de mesurer avec précision le revenu de certaines catégories de la population, notamment les individus installés à leur propre compte (artisans, petit commerce, etc.). Mais quelles dépenses faut-il considérer? Certains auteurs, tels Anand et Harris¹, préconisent un niveau plus fin, les dépenses alimentaires. Dans le cadre de la présente étude, l'indicateur de bien-être sera être basé sur les dépenses totales, au sens de la comptabilité nationale. Cependant les données fournies par l'Enquête Prioritaire sont les dépenses monétaires nominales courantes des ménages. L'élaboration d'un indicateur de bien-être impliquait par conséquent plusieurs ajustements:

A- La prise en compte de l'autoconsommation et des autres produits alimentaires.

Le premier ajustement indispensable était la prise en compte de l'autoconsommation par l'intégration de la consommation inhérente à la production du ménage, de la valeur imputée des services provenant de la propriété des biens durables et du logement. Malheureusement, tant les données de l'Enquête que d'autres sources secondaires recherchées ne pouvaient permettre l'estimation de la valeur imputé du loyer et des biens durables. Ainsi seule l'autoconsommation alimentaire a pu être estimée. Les procédures utilisées sont décrites en appendice 1. D'autre part, la section 7 du questionnaire traitant des dépenses des ménages n'avait retenu que les principaux produits alimentaires. La part totale la consommation alimentaire courante que ceux-ci représentent a été estimée à partir de la dernière enquête budget-consommation. Il a été ainsi possible d'estimer la dépense afférente aux autres produits rentrant dans la consommation alimentaire courante des ménages (condiments, autres produits non inclus à la section 7) et de l'incorporer dans les dépenses alimentaires.

B- Choix de l'auteur des dépenses.

Si nous avons opté de centrer l'analyse sur les dépenses totales, il fallait encore en choisir l'auteur: individu, ménage, ménage élargi, famille, etc. On peut normalement soutenir que l'on devrait s'intéresser en fin de compte au bien-être des individus

et que les unités plus vastes n'ont d'intérêt que dans la mesure où intervient un partage du revenu. En fait, la nature des données disponibles nous oblige à utiliser les dépenses des ménages, la seule question étant de savoir comment les corriger en fonction de la taille et de la composition du ménage. L'utilisation des barèmes d'équivalent-adulte pour effectuer cet ajustement fondé sur la composition du ménage pourrait être envisagée. Mais de tels barèmes, qui sont loin de faire l'unanimité, ne sont pas disponibles pour la RCA. Leur calcul constitue à lui seul un important sujet de recherche. D'autre part, l'emploi de barèmes d'équivalent-adulte pose le problème de l'inégalité au sein du ménage. En effet ils cherchent à opérer les corrections nécessaires en raison de la différence de besoins entre les sexes (hommes et femmes) et entre les adultes et les enfants; cependant l'emploi de tels barèmes dans un contexte normatif sous-entend que la consommation se répartit effectivement suivant ces besoins. Or, selon certaines études, il pourrait y avoir des discriminations entre les membres du ménage. Dans ces conditions, il nous a semblé préférable d'employer, à des fins opérationnels, les dépenses par tête des ménages pour mesurer le bien-être individuel.

C- La prise en compte de la variation des prix dans l'espace et dans le temps.

L'estimation des dépenses totales étant améliorée par l'intégration de l'autoconsommation et l'auteur des dépenses étant identifié, il restait un problème important à résoudre, tenir compte des différences de prix au sein du pays et d'une période à l'autre. En effet, les comparaisons des dépenses étant réalisées dans l'espace et dans le temps, l'indicateur de bien-être devrait être basé sur les dépenses réelles, c'est-à-dire les dépenses nominales déflatées par un indice de prix approprié. En effet, l'utilisation d'un indicateur de dépenses suppose que tous les individus font face à des prix identiques. Ainsi, pour comparer les dépenses entre diverses régions, il est nécessaire de prendre en compte des variations régionales de prix et leurs variations dans le temps, suite à l'inflation, afin de générer des niveaux relatifs de bien-être. La procédure utilisée pour la construction d'un indice du coût de la vie pour déflater les dépenses figure en appendice 2.

Ainsi la présente étude est basée sur les dépenses réelles par tête des ménages pour mesurer le bien-être individuel. On identifie les ménages et les individus qui sont pauvres en considérant sur la distribution des dépenses totales un niveau de dépenses, appelé seuil de pauvreté, en dessous duquel les ménages et les individus sont considérés comme pauvres. Suivant une telle méthode cependant, un ménage nombreux dont tous les membres sont pauvres contribuera à l'incidence de pauvreté davantage qu'un ménage plus petit dont tous les membres sont pauvres.

LA DETERMINATION DU SEUIL DE PAUVRETE

Il n'existe pas un seuil de pauvreté préétabli en Centrafrique. La façon idéale de déterminer le seuil de pauvreté serait de définir un panier de biens et services qu'un individu devrait pouvoir se procurer pour être considéré comme non-pauvre. Un tel panier engloberait non seulement l'alimentation et la nutrition de base, mais aussi l'habillement et le logement. Il s'agirait de calculer le montant de dépenses minimales nécessaires à l'achat de biens de consommation indispensables au niveau calorifique de survie. On parle alors de seuil de pauvreté absolue. C'est dans la détermination de ces articles et d'autres que des différences risquent d'apparaître entre les pays et au sein d'un même pays. L'idéal serait de trouver un raccourci opérationnel qui nous donne un seuil de pauvreté raisonnablement applicable à toute une gamme de situations. On peut concevoir deux procédures opérationnelles.

1°- A partir d'une répartition donnée des individus suivant les dépenses réelles des ménages par tête, on choisit un seuil de pauvreté au-dessous duquel se situe une certaine proportion des personnes les plus pauvres (fractile). En outre on retient un seuil correspondant à un "noyau irréductible" de la "pauvreté" au-dessous duquel on trouve une proportion moindre des individus les plus pauvres dans une période de référence. On obtient ainsi des seuils de pauvreté, que l'on peut déterminer à partir de la Courbe de Lorenz, permettant d'évaluer les variations de la pauvreté dans le temps et les différentes régions à un moment donné. Il convient de préciser que cette méthode représente un moyen de régler certains problèmes liés à la différence de conception de la pauvreté d'une culture à l'autre. Une telle démarche a été utilisée par Kanbur (1988) pour étudier la pauvreté en Côte d'Ivoire.

2°- Une autre possibilité consiste à utiliser une fraction donnée des dépenses moyennes par habitant pour constituer le seuil de pauvreté. Cette méthode est aussi arbitraire que la précédente, mais elle présente l'avantage d'égaliser la pauvreté à zéro, alors que, suivant la formule précédente, il existe toujours un groupe de pauvres. Dans la présente étude, nous suivrons la seconde voie en choisissant deux seuils de pauvreté: aux 2/3 et au 1/3 de la moyenne des dépenses des ménages par tête (DMPT). Cette démarche a été utilisée au Ghana.

Cependant, une fois choisis, ces seuils doivent rester fixés en chiffres réels afin que les statistiques sur la pauvreté puissent rendre compte des variations de la pauvreté absolue dans le temps.

L'AGREGATION DE LA PAUVRETE

La répartition de revenus

Le revenu étant la base du bien-être ou du niveau de vie, la distribution du revenu est un facteur essentiel de la pauvreté. Il convient donc tout d'abord de déterminer le degré d'inégalité de distribution de revenu dans le pays et d'étudier sa répartition en inégalités au sein et entre divers groupes identifiables, afin d'identifier les poches d'inégalités. Le cadre théorique permettant de dégager le lien entre la distribution des revenus ou des dépenses et la distribution des niveaux de vie se trouve dans la théorie économique, et connue sous le nom d'"économie des niveaux de vie", basée sur une fonction du bien-être social du type Bergson-Samuelson, où le bien-être social est une fonction des niveaux d'utilité des individus. Cette théorie présume que toutes les personnes (respectivement les ménages) possèdent la même fonction d'utilité. De ce fait, il s'avère nécessaire de trouver le moyen de singulariser les courbes d'indifférence de façon à permettre, à partir de données d'observation, une distinction entre individus à différents niveaux d'utilité, mais qui en revanche ne conduit pas à une cardinalisation des fonctions d'utilité. Cela est réalisé par l'adoption d'une fonction d'utilité qui exprime, sous l'hypothèse de maximisation de l'utilité, la somme d'argent nécessaire pour atteindre, sur la base de prix fixés, un niveau spécifique d'utilité. Sous l'hypothèse que la consommation totale, et non pas le revenu total, représente le niveau de vie de l'individu, on peut alors recourir à ce chiffre pour comparer les différentes courbes d'utilité (Glewwe, 1988)⁹.

Deux mesures de l'inégalité, dérivées de l'entropie habituellement utilisée en théorie de l'information, ont été adoptées ici: la mesure d'entropie de Theil (T), et la mesure alternative d'entropie de Theil (L) (Glewwe, 1988). Ces mesures satisfont aux propriétés ci-dessous (Sen, 1973; Shorrocks, 1980, 1982, 1984)¹⁰:

- L'indépendance par rapport à la moyenne: l'inégalité n'est pas affectée par tout changement proportionnel au revenu de chacun.
- L'indépendance par rapport à la taille de la population: la mesure de l'inégalité demeure inchangée lorsque la taille de la population varie.
- La symétrie: la permutation de niveaux de revenu entre différents individus d'une même population n'affecte pas l'inégalité.
- La sensibilité de transfert de Pigou-Dalton: tout transfert de revenu d'une personne non-pauvre à une personne pauvre réduit l'inégalité.

transfert de revenu d'une personne non-pauvre à une personne pauvre réduit l'inégalité.

- La décomposabilité : l'inégalité totale peut s'exprimer comme la somme des inégalités par groupes de population ou par sources de revenu.¹

Du fait de leur décomposabilité, elles permettent de déterminer la part de l'inégalité en République Centrafricaine imputable à la différence de consommation résultant de la zone de résidence, de la zone agro-écologique, du groupe socio-économique du chef de ménage.

Sur le plan mathématique, ces deux mesures sont définies comme suit:

$$Theil(T) = \sum_{i=1}^N \frac{Y_i}{Y} \ln \left[\frac{Y_i N}{Y} \right] \quad (1)$$

$$Theil(L) = \sum_{i=1}^N \frac{1}{N} \ln \left[\frac{Y}{Y_i N} \right] \quad (2)$$

$$Theil(T) = \sum_{i=1}^N \frac{Y_i}{Y} \ln \left[\frac{Y_i N}{Y} \right] = \sum_{j=1}^K \left[\frac{Y_j}{Y} \right] T_j + \sum_{j=1}^K \left[\frac{Y_j}{Y} \right] \ln \left[\frac{Y_j / Y}{N_j / N} \right] \quad (3)$$

$$Theil(L) = \sum_{i=1}^N \frac{1}{N} \ln \left[\frac{Y}{Y_i N} \right] = \sum_{j=1}^K \left[\frac{N_j}{N} \right] L_j + \sum_{j=1}^K \ln \left[\frac{N_j / N}{Y_j / Y} \right] \quad (4)$$

avec:

Y = Le revenu total
 Y_i = Le revenu de l'individu i
 Y_j = Le revenu total du groupe j
 N_j = L'effectif du groupe j
 N = La population totale
 T_j = La mesure d'entropie de Theil pour le groupe j
 L_j = La mesure alternative de Theil pour le groupe j
 K = Le nombre de groupe

¹Bien que ces propriétés soient exprimées en terme de revenu, leur fondement ne change pas lorsqu'on utilise une distribution des dépenses (Glewwe, 1988).

Les équations (1) et (2) fournissent respectivement la mesure totale d'entropie de Theil et la mesure alternative totale d'entropie de Theil. Les équations (3) et (4) sont les décompositions de la mesure d'entrophie en fonction de différents groupes. Les premiers termes de la partie droite des équations représentent les moyennes pondérées de l'inégalité observée au sein des groupes (moyenne des concentrations intra sous-populations) et les seconds termes mesurent l'inégalité entre les groupes (concentration inter sous-populations).

D'autre part, bien que l'indice de Gini ne soit pas décomposable, il est également calculé pour des fins de comparaisons. L'indice de Gini G est égal à deux fois l'aire comprise entre la courbe de Lorenz et la première bissectrice. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (distribution totalement inégalitaire).

Le coefficient de Gini peut être mathématiquement représenté comme suit (Broadway et al 1984).¹¹

$$Gini = 1 + \frac{1}{H} - \frac{2}{H^2 \bar{M}} [M_1 + 2M_2 + \dots + HM_H] \quad (5)$$

où les individus sont classés tels que:

$$M_1 \geq M_2 \geq M_3 \geq \dots \geq M_H \quad (6)$$

avec:

H = Taille de la population

\bar{M} = revenu annuel moyen

M_i = Revenu annuel de l'individu i

La mesure de la pauvreté

Etant donné la répartition des dépenses réelles des ménages par tête et le seuil de pauvreté, il faut encore décider des instruments de mesure qui présenteraient les revenus des pauvres de façon pratique et significative sur les plans opérationnel et normatif. La pauvreté est mesurée par des indices. Les indices de pauvreté permettent de décrire, quantitativement parlant, trois aspects essentiels de la pauvreté: l'incidence de la pauvreté, exprimée par le nombre de pauvres, la profondeur de la pauvreté et la répartition de la pauvreté. De nombreux travaux ont été publiés à ce jour sur des méthodes axiomatiques de mesure de la pauvreté (Sen, 1976; Donaldson et Weymark, 1986).¹²

Pour être pratique, la mesure choisie doit pouvoir rendre compte de toute une gamme de jugements de valeur sur la portée et la

gravité de la pauvreté, et elle doit en outre être facile à manier et à interpréter. Une mesure qui s'est révélée utile et pratique à cet égard, et qui a été adoptée pour la présente étude, est celle proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984),¹³ ci-après dénommé FGT.

Si les individus sont classés par ordre croissant de revenu, c'est-à-dire:

$$y_1 \leq y_2 \leq \dots \leq y_q \leq z \leq y_{q+1} \leq \dots \leq y_n$$

avec:

y_i = le revenu de l'individu i
 z = le seuil de pauvreté
 n = la taille de la population
 q = le nombre de pauvres

alors:

$$P_x = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{z - y_i}{z} \right]^x \quad \text{avec } x \geq 0$$

où la valeur x exprime le degré de préoccupation que cause l'écart proportionnel par rapport à la ligne de pauvreté. Quand $x = 0$, il n'y a aucune préoccupation au sujet de l'étendue de la pauvreté; on a $P_x = P_0$, c'est-à-dire le ratio de pauvreté.

Quand $x = 1$, la préoccupation est uniforme au sujet de la pauvreté; un franc gagné par les très pauvres aurait le même effet sur la pauvreté qu'un franc gagné par les modérément pauvres. Alors:

$$P_1 = HI = H \left[\frac{z - y_p}{z} \right]$$

y_p étant le revenu moyen des pauvres et les autres notations étant celles définies ci-dessus.

Cette estimation prend en compte et le nombre de pauvres, c'est-à-dire H , et l'étendue de la pauvreté, c'est-à-dire I . L'expression nzP_1 fournit alors une estimation des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté s'il n'y avait pas d'effets d'incitation associées au transfert de l'argent et si le ciblage était parfait. Elle fournit ainsi la borne inférieure des engagements financiers nécessaires pour éliminer la pauvreté pour un seuil de pauvreté donné.

S.A.G.E. Avril 1994

Quand x est supérieur à 1, par exemple $x = 2$, il y a une différence entre les deux situations, et la différenciation s'accroît au fur et à mesure que x s'élève et qu'un poids plus grand est donné aux plus pauvres d'entre les pauvres.

La détermination des poches de pauvreté

Une autre caractéristique importante de la mesure FGT est qu'elle a l'avantage d'être décomposable en sous-groupes. Si une population est divisée en $j = 1, 2, \dots, m$ sous-groupes mutuellement exclusifs et exhaustifs et qu'on appelle $P_{j,x}$ la mesure P_x calculée pour le groupe j et k_j la proportion de la population nationale située dans le groupe j , la mesure P_x nationale est tout simplement une somme des mesures $P_{j,x}$ sectorielles:

$$P_x = \sum_{j=1}^m k_j P_{j,x}$$

On en déduit la contribution de chaque secteur ou sous-groupe à la pauvreté nationale:

$$C_j = \frac{k_j P_{j,x}}{P_x}$$

Ces contributions nous donnent une bonne idée des poches de localisation de la pauvreté dans le pays (régions, groupes professionnels, divers groupes sectoriels ...), et peuvent servir de base de dialogue sur les décisions à prendre pour réduire la pauvreté.

Cependant, comme nous l'avons signalé plus haut, bien qu'en principe tous les aspects du niveau de vie puissent être ramenés à une mesure monétaire unique, il est difficile de le faire pour certains d'entre eux, notamment l'accès aux "besoins de base", souvent assurés par l'Etat: l'éducation, la santé, la disponibilité d'eau potable, etc... Il faut s'attendre cependant qu'il y ait corrélation entre le revenu, les dépenses et les autres dimensions. De ce fait si l'application des mesures d'ajustement fait que la non-satisfaction des besoins de base vient s'ajouter à une faiblesse de revenu, les groupes vulnérables risquent d'être exposés à de grandes difficultés. L'approche quantitative ci-dessus doit donc être complétée par une analyse de la satisfaction des besoins de base.

L'APPROCHE QUALITATIVE

L'approche qualitative est moins orientée vers l'économie de bien-être et considère la pauvreté comme un défaut de droits: droits d'accès à la terre, droit à l'emploi et par conséquent au revenu, ou de l'accès à l'éducation, la santé, etc. C'est le non respect de ces droits qui fait que les besoins essentiels ne sont pas couverts, que ce soit de façon monétaire ou non monétaire. Pour identifier les ménages qui sont en état de pauvreté, on choisit alors pour domaine d'analyse des indicateurs spécifiques, comme par exemple le niveau de malnutrition, le taux de mortalité, le taux de scolarisation, etc qui sont censés traduire le mieux la situation. On rétient les ménages qui ont les plus mauvais scores avec ces indicateurs. Le choix des indicateurs pertinents est évidemment fonction du contexte économique du pays concerné et de la perception qu'ont les populations de ce qui est essentiel et de ce qui est considéré comme un minimum.

On peut intégrer les deux démarches, quantitative et qualitative, de l'analyse de la pauvreté, dans une analyse unique. C'est cette approche qui a été retenue pour la présente étude.

2.2. Le PROFIL DE PAUVRETE

Dans la mesure où les lignes de pauvreté n'intègrent que la dimension consommation ou revenu de la pauvreté, la mise en oeuvre de politiques économiques implique aussi la prise en compte de l'environnement économique et social. Cela est rendu possible par le profil de pauvreté, une procédure analytique qui permet de résumer l'information sur les sources de revenu, les modèles de consommation, les activités économiques, et les conditions de vie des pauvres. Il est fondé sur la définition et la mesure de la pauvreté définies ci-dessus. Les indices précédemment développés vont permettre de spécifier davantage la pauvreté en République Centrafricaine et vont replacer la pauvreté dans le contexte économique et social du pays, en montrant comment cette dernière varie selon les sous-groupes de la société: groupe socio-économique, secteur d'emploi, région de résidence.

3- L'Enquête Prioritaire de 1992 en République Centrafricaine et opérationnalisation de la mesure de pauvreté

Le cadre conceptuel décrit au chapitre 2 a été rendu opérationnel à l'aide des résultats de l'Enquête Prioritaire, enquête socio-économique légère à sujets multiples réalisée en 1992, avec l'appui de la Banque Mondiale par l'Enquête Centrafricaine auprès des Ménages (ECAM), une composante du Projet Dimensions Sociales de l'Ajustement et du Développement (DSAD) exécutée par la Division de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE). L'Enquête Prioritaire fournit des informations importantes sur les individus et les ménages: revenu et dépenses; emploi et statut dans l'occupation; production; localisation; composition du ménage; éducation; santé; nutrition.

La démarche générale suivie par l'Enquête et le plan de sondage sont décrits dans son rapport méthodologique. Les opérations de terrain ont commencé en septembre 1992. Les résultats provisoires pour Bangui, la Capitale, ont été publiés en juillet 1993 et les données pour l'ensemble du pays sont en cours d'analyse. Les renseignements ont été recueillis aux niveaux de la communauté, du ménage et de l'individu. Ceux qui nous intéressent le plus concernent le revenu et les dépenses. Ils ont été essentiellement collectés au niveau du ménage, ce qui ne permet pas d'étudier l'inégalité en son sein. Au niveau individuel, des renseignements sont recueillis sur la santé, l'emploi, l'éducation ainsi que sur les caractéristiques démographiques habituelles. Une enquête communautaire a recueilli les renseignements sur les prix. Le ménage a été défini comme "un groupe de personnes dormant habituellement dans le même logement, ayant partagé leurs repas pendant au moins six des douze mois précédant l'interview et reconnaissant l'autorité d'une personne appelée chef de ménage".

Les informations ont été recueillies par interview au cours d'un passage unique dans chaque ménage. Les enquêteurs ont posé des questions sur: les dépenses annuelles d'éducation, de santé, de construction et entretien du logement, d'habillement et d'envoi de fonds; les dépenses mensuelles de logement; les dépenses en alimentation, combustibles et transport durant les deux semaines précédant l'interview. Toutefois, l'autoconsommation n'a pas été prise en compte. En outre, des informations sont recueillies sur les revenus des membres du ménage appartenant à la population active, et une distinction est faite entre les différentes sources de revenus (agriculture, bénéfice net des entreprises non-agricoles, salaires, autres sources).

Les estimations de revenu et des dépenses sur lesquelles repose la présente étude se fondent sur les définitions de la comptabilité nationale plus ou moins classiques de ce qui constitue le revenu et les dépenses des ménages. Dans ce cadre, les revenus et les dépenses ont été regroupés en plusieurs catégories.

A- Catégories de revenu des ménages

L'enquête s'est intéressée au niveau et à l'origine du revenu du ménage. Les sources de revenus prises en compte dans l'EP sont:

1. les revenus du salaire des activités principale et secondaire du chef du ménage et de son (ses) conjoint (s) (section 2A et B);
2. les revenus tirés des activités agricoles (section 5);
3. les revenus nets des activités/entreprises non-agricoles du ménage;
4. les revenus du salaire des autres membres du ménage.
5. les autres sources de revenus.

Les revenus tirés de différentes sources ont été regroupés dans la présente étude comme suit:

Revenu de l'emploi

De nombreux ménages comptent plus d'une personne active sur le marché du travail. En outre, les intéressés peuvent exercer plus d'un emploi pendant la période de référence. Cette catégorie de revenu ne concerne que la rémunération du travail salarié des membres actifs du ménage, qu'il s'agisse de leur activité principale ou secondaire.

Revenu agricole des ménages

Cette catégorie renferme: (i) le revenu net perçu par les membres d'un ménage qui pratiquent des activités agricoles (agriculture, élevage, forêts, pêche) dans le cadre de leur propre ménage. Le revenu net était estimé et déclaré par les enquêtés eux-mêmes, et non calculé par l'Enquête. (ii) La valeur de l'autoconsommation de produits alimentaires (produits végétaux et céréales, produits animaux).

Revenu net du travail indépendant non-agricole

Cette catégorie regroupe la totalité du revenu net déclaré des activités pour compte propre autres que celles liées à l'agriculture. De même que pour la catégorie précédente, l'estimation du revenu net a été faite par les enquêtés eux-mêmes.

Loyer

Un autre élément important du revenu des ménages a trait au loyer. Il englobe le revenu effectif procuré par la location des bâtiments ou des logements, etc...

Envoi de fonds encaissés

Cette rubrique concerne les envois de fonds non remboursables reçus par les ménages. Toutefois la plupart de ceux-ci s'effectuent dans le cadre du "système familial" et ne créent généralement pas d'obligation de remboursement.

5. Autres sources de revenu.

Cette rubrique englobe tous les types de revenu non mentionnés ailleurs: emprunts contactés, remboursement de créances, transferts reçus (bourses, pensions de retraite, etc...).

Nous rappelons qu'en dehors de l'autoconsommation, les différents agrégats ci-dessus ont été estimés directement à partir de la déclaration des enquêtés sur leurs revenus des douze derniers mois précédant l'interview. Un risque d'erreurs dues à l'effet de mémoire n'est donc pas à écarter.

B. Catégorie des dépenses de ménages

Les données relatives aux dépenses des ménages sont regroupées en diverses catégories.

Dépenses alimentaires des consommateurs

Cette rubrique concerne les dépenses en numéraire des ménages consacrées à l'alimentation. Elles ont été estimées à partir des dépenses déclarées pour les deux semaines précédant l'interview. Elles peuvent par conséquent être entachées d'erreurs consécutives aux variations saisonnières.

Autoconsommation de produits alimentaires

Dans cette rubrique figure la valeur de l'autoconsommation alimentaire, tant celle de produits végétaux et céréales, que celle des produits animaux. La procédure d'estimation de cette donnée est indiquée en appendice 1. Cette valeur imputée est aussi incluse, comme nous l'avons vu ci-dessus, dans le revenu des ménages.

Autres dépenses de consommation

Cette rubrique englobe les dépenses relatives à l'éducation, la santé, logement (sauf loyer imputé), l'habillement, le transport. Ces dépenses ont été estimées directement à partir de la déclaration des enquêtés sur leurs dépenses au cours des douze

derniers mois. Elles pourraient par conséquent être entachées d'erreurs consécutives à l'effet de mémoire.

Envoi de fonds décaissés

Rentrent dans cette catégorie les transferts par envoi de fonds non remboursables à d'autres ménages et qui constituent pour ces derniers les transferts reçus. Ces envois ont été estimés directement à partir de la déclaration des enquêtés.

Une fois obtenues les valeurs nominales des dépenses, elles ont été déflatées par un indice des prix tel que décrit à l'appendice 2. On obtient ainsi des dépenses réelles des ménages et les dépenses des ménages par tête. On aboutit ainsi à une répartition des individus suivant les dépenses réelles du ménage par tête. Les dépenses moyennes des ménages par tête, d'après les données de l'Enquête Prioritaire, se chiffrent à 70836 francs par an à prix constants de Bangui.

Sur cette base, deux seuils de pauvreté ont été retenus: l'un fixés aux deux tiers de la moyenne ci-dessus (47224 francs) et l'autre, correspondant à la pauvreté extrême ou un "noyau irréductible" de la pauvreté, fixé à un tiers de la même moyenne (23612 francs).

Nous maintenant allons effectivement mesurer la pauvreté en République Centrafricaine à l'aide des seuils de pauvreté ci-dessus. Mais auparavant nous examinerons la répartition du revenu dans le pays.

4- La répartition du revenu en République Centrafricaine

Les tableaux 4-1 et 4-2 présentent respectivement la répartition des dépenses moyennes réelles du ménage par tête suivant la région de résidence et par groupe cible. Les tableaux 4-3 et 4-4 présentent respectivement la répartition en pourcentages des individus selon la dépense moyenne du ménage par tête suivant la zone de résidence et le groupe cible. Ils révèlent:

(i) un écart important de revenu entre le milieu urbain et le milieu rural. Le revenu décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne, en termes de milieu de résidence, de la capitale, Bangui. En effet, la dépense moyenne du ménage par tête à Bangui s'établit à 165202 francs, soit environ le double des dépenses dans le milieu semi-urbain (84422 francs) et plus du triple de la moyenne des dépenses en zone rurale (51126 francs). Si l'on considère la région de résidence, cette disparité est même plus grande. C'est ainsi que la zone Extrême connaît la moyenne de dépenses la plus basse (23116 francs), suivie de la zone Savane (36546 francs). Seule la zone Minière présente une moyenne approchant celle de Bangui (141578 francs).

(ii) une grande disparité de dépenses moyennes du ménage par tête suivant le groupe cible. Les commerçants de produits non alimentaires sont les plus nantis avec une moyenne s'établissant à 263708 francs, suivis des exploitants miniers (174485 francs). Les agriculteurs, et plus particulièrement ceux cultivant exclusivement les cultures d'exportation, présentent les moyennes de dépenses les plus basses (environ dix fois moins que les commerçants de produits non alimentaires). Il faut toutefois signaler qu'au moment où l'enquête a été réalisée, cela faisait au moins deux ans que l'achat du coton, du tabac et du café aux planteurs était confronté à de sérieuses difficultés. Parmi les salariés, les plus favorisés semblent être ceux du secteur privé moderne, suivis des salariés du secteur public. Il est à noter que la définition adoptée pour l'activité principale, qui privilégie la durée d'activité, fait que le groupe cible "inactifs, chômeurs" présente une moyenne des dépenses par tête élevée, qui ne cadre pas avec la définition classique de ce groupe cible.

Le tableau 4-5 présente la répartition des dépenses en indiquant les déciles de la répartition des individus suivant les dépenses par tête du ménage. Comme on peut le voir, 10% des individus vivent dans des ménages dont les dépenses par tête sont inférieures à 10030 francs par an. Si nous avions choisi ce montant pour constituer notre seuil de pauvreté, nous aurions donc eu une incidence de pauvreté de 10%. De même 30% d'individus vivent dans les ménages dont la dépense moyenne par tête est inférieure à 20202 francs. En d'autres termes, avec un seuil de

pauvreté de 20202 francs, l'incidence de la pauvreté serait de 30%. La dépense médiane est de 35081 francs. Il est à noter que le montant le plus élevé des dépenses par tête du ménage qui apparaît dans l'échantillon atteint 7539865 francs par an.

Le tableau 4-6 offre une vue légèrement différente de la répartition des dépenses, car il analyse le pourcentage des individus se situant en dessous d'un certain nombre de multiples des dépenses moyennes par tête des ménages. Il indique par exemple que pour plus de 72% des individus les dépenses sont inférieures à la moyenne nationale. Celle-ci est donc supérieure à la valeur médiane, ce qui dénote la distorsion vers la gauche, caractéristique de la plupart des répartitions du revenu ou des des dépenses. Le même tableau montre en outre que si nous avions choisi 60% des dépenses moyennes des ménages comme seuil de pauvreté, l'incidence de la pauvreté aurait été de 50,6%.

L'inégalité de répartition de revenu par milieu de résidence

Le tableau 4-7 présente l'inégalité de répartition des dépenses pour l'ensemble du pays et sa décomposition par milieu de résidence. Les coefficients de Gini pour les différents milieux sont calculés pour des fins de comparaison seulement, l'indice de Gini n'étant pas décomposable. Plus la valeur de ces indices se rapproche de zéro plus équitable est la répartition et plus elle se rapproche de 1 moins équitable est la répartition. Pour l'ensemble du pays le coefficient de Gini, la mesure d'entropie de Theil (Theil T) et la mesure alternative d'entropie de Theil (Theil L) sont respectivement estimés à 0,55, 0,76 et 0,65. Elles dénotent donc une inégalité importante de répartition des dépenses des ménages, confirmant les disparités déjà observées au niveau des dépenses moyennes par tête des ménages. Ces valeurs sont plus élevées que celles que l'on a observées dans certains pays africains. Par exemple l'indice de Gini est plus élevé que celui de la Côte d'Ivoire (0,44), du Tchad (0,37), du Bénin (0,47) et du Ghana (0,37) (Glewwe, 1984).

Considérant les mesures d'inégalité pour les différents milieux de résidence, le classement par degré d'inégalité est le même quelque soit la mesure adoptée: l'inégalité est beaucoup plus prononcée en milieu rural, suivi des villes secondaires et de Bangui dans l'ordre. Le niveau d'inégalité relativement élevé en milieu rural pourrait s'expliquer par le fait déjà signalé ci-dessus pour l'achat des cultures d'exportation aux paysans.

L'inégalité de répartition de revenu par région

Désagrégeant le milieu rural en quatre zones géographiques, nous obtenons le tableau 4-8 présentant les résultats des différentes mesures d'inégalité pour l'ensemble du pays et sa décomposition par région. Quelque soit la mesure d'inégalité adoptée, l'inégalité est plus marquée en Zone Minière, suivie dans l'ordre de la Zone Forestière, de la Zone Savane et de la Zone Extrême. D'autre part la mesure d'inégalité pour la Zone Minière est

supérieure à celle de l'ensemble du pays, tandis que celles de la Zone Savane et de la Zone Extrême sont inférieures à la mesure nationale. La raison principale de l'inégalité de revenu relativement élevée en Zone Minière est la cohabitation de grands exploitants miniers, qui utilisent des techniques avancées générant de gros revenus, avec de petits chercheurs de diamant et d'or qui pillulent dans la région. Les Zones Forestière et Savane correspondent respectivement aux Zones caféière et cotonnière. Dans ces Zones le relèvement des prix des produits de rente a plus profité aux gros producteurs qu'aux petits exploitants traditionnels.

L'inégalité de répartition de revenu par groupe cible

Les mesures d'inégalité par groupe cible figurent au tableau 4-10. Quelque soit la mesure adoptée, l'inégalité est plus importante pour le groupe des salariés du secteur privé informel. Cela résulte de la grande diversité des situations et des salaires dans ce secteur. D'autre part, seules les mesures d'inégalité pour ce groupe sont supérieures aux mesures nationales quelque soit la mesure considérée.

5- Mesures monétaires de la pauvreté en République Centrafricaine en 1992.

L'analyse de l'inégalité de revenu en République Centrafricaine semble indiquer une répartition relativement inéquitable du revenu entre les différentes couches de la population, et a mis en exergue les poches d'inégalité. Cependant les mesures utilisées ne permettent pas de mesurer le niveau de pauvreté dans le pays. Le présent chapitre comble cette lacune et mesure effectivement la pauvreté à l'aide des seuils que nous avons définis au chapitre 3, à savoir 47224 francs comme seuil de pauvreté, et 23612 francs comme seuil de pauvreté extrême.

La dichotomie milieu urbain-milieu rural

Considérant le premier seuil, le tableau 5-1 présente les valeurs de la catégorie d'indices P, décrite au chapitre 2, pour l'ensemble de la République Centrafricaine, le milieu rural, Bangui et les villes secondaires. Pour l'ensemble de la République Centrafricaine, on observe que la mesure P est égale à 0,624. En d'autres termes l'incidence de la pauvreté suivant ce seuil de pauvreté est de 62,4%. Il s'en suit que plus de 62% de Centrafricains de l'échantillon vivaient dans des ménages dont la consommation par tête était inférieure aux deux tiers de la moyenne générale. Considérant la répartition de la pauvreté entre le milieu rural et les villes, on observe que, quelque soit l'indice considéré, le classement suivant l'incidence de la pauvreté est le même: le milieu rural vient en tête, suivi des villes secondaires et de Bangui, la Capitale. La pauvreté en République Centrafricaine est donc avant tout un phénomène rural. Non seulement la pauvreté y est plus grande, en termes d'incidence, mais c'est là qu'elle est aussi la plus profonde. Environ 75% des habitants du milieu rural se situent en dessous du seuil de pauvreté, contre environ 63% pour l'ensemble des centrafricains, environ 50% pour les citoyens hors Bangui et environ 12% des résidents de Bangui. L'incidence de la pauvreté en milieu rural est plus de six fois supérieure à ce qu'elle est à Bangui. La valeur de l'indice P, pour le milieu rural est supérieure de plus de quinze fois à celle de Bangui. Il est à noter la corrélation qui existe entre les mesures de la pauvreté et les dépenses moyennes par tête des ménages dans les différents milieux de résidence.

La valeur de l'indice P, pour l'ensemble du pays est de 0,340. Nous avons vu au chapitre 2 que cette valeur peut être interprétée sous forme d'une insuffisance de revenu. Une valeur P, de 0,340 signifie que si un ciblage parfait était possible, il faudrait disposer, pour pallier à cette insuffisance de manière à éliminer toute pauvreté, d'une somme de 16057 francs ($0,340 \times 47224$) par habitant et par an, soit 34% de la moyenne de DMPT. Pour une population d'environ 2.900.000 habitants en 1992,

l'écart de pauvreté total s'établirait à 46,6 milliards de francs par an en 1992. Bien entendu, c'est là le minimum de ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté "d'un coup". Etant donné qu'il n'est pas facile de bien cibler les apports de ressources et compte tenu des déperditions, le chiffre effectif serait sensiblement plus élevé. Ceci démontre l'importance de la croissance dans toute stratégie centrafricaine de lutte contre la pauvreté. Utilisée seule, la redistribution nécessitera des ressources dont il est improbable que l'économie puisse disposer à court et moyen terme.

Divisant P_1 par P_0 , l'écart proportionnel moyen entre les dépenses moyennes par tête du ménage des pauvres par rapport au seuil de pauvreté (profondeur de la pauvreté) est de 57% en milieu rural, 46,2% dans les villes secondaires et 23,5% à Bangui. C'est donc encore le milieu rural qui présente une profondeur de la pauvreté la plus élevée, suivi des villes secondaires.

Les trois dernières colonnes du tableau 5-1 présentent la contribution de chaque milieu de résidence à la pauvreté nationale pour chacun des indices P_i . Environ 86% de l'incidence nationale de la pauvreté est due à son incidence rurale et la contribution de celle-ci à la pauvreté nationale augmente à mesure que x passe de 0 à 1, puis à 2. En d'autres termes, non seulement la pauvreté est plus grande en milieu rural, mais sa gravité y est aussi plus marquée. La contribution des villes secondaires et de Bangui à la pauvreté nationale diminue à mesure que x augmente, notamment dans le cas de Bangui. Sa contribution n'est que 3,1% pour P_1 et tombe à 0,8% pour P_2 , soit une chute de d'environ 75%. Ainsi tout effort pour réduire la pauvreté en République Centrafricaine doit être orienté en priorité vers la population rurale.

Les tendances ci-dessus persistent lorsque l'on considère la pauvreté extrême, c'est-à-dire le groupe d'individus qui sont pauvres par rapport au deuxième seuil de pauvreté, à savoir 23612 francs par tête et par an. C'est ce que l'on observe au tableau 5-2 qui indique que 35,8% de l'ensemble des centrafricains sont affectés par la pauvreté extrême. Le secteur rural a une incidence de la pauvreté extrême de 46%, tandis qu'à Bangui cette incidence est de 0,9%. Les villes secondaires, avec une incidence de 2,1%, occupent une position moyenne. La contribution du milieu rural à la pauvreté extrême nationale passe de 85,9% pour P_0 à 87,6% pour P_1 et à 88,8% pour P_2 . De ce fait, même pour la pauvreté extrême, il importe de tenir compte aussi bien de la gravité que de l'incidence de la pauvreté en milieu rural.

La mesure P_1 pour l'ensemble de la République Centrafricaine est de 0,150. Le minimum de ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté extrême, en cas de ciblage parfait, est 3542 francs par personne par an, soit pour une population d'environ 2.900.000 habitants, 10,3 milliards de francs par an (environ 22% des ressources minimum pour éliminer la pauvreté).

Répartition géographique de la pauvreté

Désagrégeant le milieu rural en quatre Zones géographiques, On obtient les tableaux 5-3 et 5-4 présentant respectivement les décompositions de la pauvreté et de la pauvreté extrême pour diverses régions du pays. Concentrons-nous d'abord sur le tableau 5-3. Quelque soit l'indice P_i considéré, le classement des régions est le même. Bangui a le montant le plus élevé des dépenses moyennes par tête des ménages (comme déjà indiqué plus haut) et les valeurs les plus basses des indices P_0 , P_1 et P_2 . La contribution de la Capitale à la pauvreté nationale représente 3,1% pour P_0 , 1,3% pour P_1 et 0,8% pour P_2 . A l'autre extrême, nous trouvons la Zone Extrême où l'incidence de la pauvreté est de 89,7%. La mesure P_i dans cette Zone est presque le double de l'ensemble de la République Centrafricaine et plus de vingt deux fois celle de Bangui. Ainsi, non seulement la pauvreté est plus importante dans cette Zone, mais c'est là qu'elle est aussi la plus profonde. C'est aussi dans cette Zone que l'écart proportionnel par rapport au seuil de pauvreté (profondeur de la pauvreté) est le plus élevé, 67%. Cependant, à cause de sa faible population (3,2% de la population totale), sa contribution à la pauvreté nationale n'est que de 4,8% pour P_0 , 6,0% pour P_1 et 6,7% pour P_2 . Il en va de même pour la Zone Savane qui suit de près la Zone Extrême et apparaît ainsi comme la deuxième région la plus pauvre tant du point de vue des dépenses moyennes par tête du ménage, comme vu ci-dessus, que des valeurs de P_i (environ 82% de pauvres), P_1 et P_2 . Cependant la Zone Savane étant la plus peuplée du pays (33,9% de la population), elle contribue la plus à la pauvreté nationale: 46,7% pour P_0 , 48,7% pour P_1 et 48,8% pour P_2 . Sa contribution à la pauvreté nationale augmente à mesure que x passe de 0 à 1, et à 2. Viennent ensuite dans l'ordre la Zone Forestière avec environ 70% de pauvres, les villes secondaires et la Zone Minière. La contribution respective de ces deux dernières Zones et de Bangui à la pauvreté nationale diminue à mesure que x passe de 0 à 1, et à 2.

Les mêmes traits dominants se dessinent au tableau 5-4 où l'analyse se concentre sur la pauvreté extrême. La pauvreté des Zones Extrême et Savane apparaît comme étant largement du type extrême. L'incidence de la pauvreté extrême dans ces deux Zones est respectivement de 68,0% et 50,7%. La contribution de la Zone Savane à la pauvreté extrême nationale est de 51,1% pour l'indice P_0 . Mais si l'on retient l'indice P_1 , qui accorde davantage d'importance à la gravité de la pauvreté, la contribution de la Zone Savane à la pauvreté nationale atteint la proportion inquiétante de 45,5%, suivie de Zone Forestière, 32,3%. Les autres Zones viennent loin derrière. La Capitale, Bangui, se trouve dans une situation diamétralement opposée. Elle compte environ 16% de la population du pays mais ne supporte que 0,4% de la pauvreté extrême nationale sur la base de l'indice P_1 .

Les renseignements présentés aux tableaux 5-3 à 5-4 pourraient aider à définir des priorités régionales pour une politique d'augmentation du revenu. L'efficacité de la politique économique implique que les actions soient ciblées sur le groupe pour lequel l'accroissement du revenu aura la plus forte incidence en termes de réduction de la pauvreté au niveau national. Deux hypothèses sont possibles. Tout d'abord, si l'on suppose que les ressources injectées sont partagées également selon les divers membres du groupe visé¹, on montre que la recherche d'un objectif P_x minimum au niveau national implique des priorités selon les groupes en fonction des valeurs de $P_{j,(x-1)}$. Pour $x = 1$, l'indicateur de ciblage est P_0 . En fait, dans la réalité, l'hypothèse alternative - les revenus augmentent proportionnellement - est plus probable. Dans ce cas, si l'objectif national est P_x , le classement du groupe est indiqué par:

$$[P_{j,(x-1)} - P_{j,x}]/M_j -$$

où M_j représente la dépense moyenne par tête des ménages du groupe j . Cet indicateur mesure l'impact sur la pauvreté du pays d'une augmentation du revenu de la catégorie j bénéficiant aux individus de la catégorie en proportion de leur revenu actuel. Quelque soit l'hypothèse adoptée, on voit que la priorité doit être accordée au secteur rural en général, et notamment la Zone Extrême en premier lieu, suivi des Zones Savane et Forestière.

Répartition de la pauvreté par groupe cible

Les tableaux 5-5 et 5-6 présentent respectivement les décompositions de la pauvreté et de la pauvreté extrême par groupe cible. Le tableau 5-5 indique que, quelque soit la mesure P_x considérée, c'est dans le secteur agricole que l'incidence de la pauvreté est la plus forte, 88,2% parmi les agriculteurs spécialisés dans les cultures d'exportation et 74,6% parmi les agriculteurs spécialisés dans la culture des produits vivriers, la pêche, la chasse. Il en est de même pour la gravité de la pauvreté. En effet, les valeurs de l'indice P_x pour les deux groupes ci-dessus sont respectivement de 0,551 et 0,409. La contribution totale du secteur agricole à la pauvreté nationale est de 81,9 pour P_0 , 85,6 pour P_1 , et 87,4 pour P_2 . Les autres groupes cibles viennent loin derrière, et notamment le groupe des "indépendants vendeurs de produits non alimentaires" qui semble être le moins touché par la pauvreté, 13,5%. Parmi les salariés, ce sont ceux du secteur privé informel qui sont les plus touchés par la pauvreté (32,8%), suivi de ceux du secteur public (29,0%) et des salariés du secteur privé moderne (27,8%).

¹Dans ce cas, le supplément est réparti de manière identique selon les pauvres et les non-pauvres, ce qui est proportionnellement plus avantageux pour les pauvres.

Le tableau 5-6 confirme la tendance observée à partir du tableau 5-5. La pauvreté dans le secteur agricole est surtout du type extrême: le groupe des agriculteurs spécialisés dans les produits d'exportation présente une incidence de pauvreté extrême de 62,3% et le groupe des agriculteurs spécialisés dans les cultures vivrières, l'élevage, la chasse et la pêche affiche une incidence de la pauvreté extrême de 43,4%. La pauvreté extrême ne touche que 1,8% des indépendants vendeurs de produits non alimentaires. Il est à noter que la pauvreté extrême touche 9,5% des salariés du secteur public, 8,7% de ceux du secteur privé moderne et 12,4% des salariés du secteur privé informel.

Il s'en suit que toute politique visant à augmenter le revenu devrait être orientée en priorité vers le secteur agricole.

Répartition de la pauvreté suivant l'occupation principale du chef de ménage

Les tableaux 5-7 et 5-8 présentent la répartition de la pauvreté et de la pauvreté extrême suivant l'occupation principale du chef de ménage. La tendance déjà observée ci-dessus se confirme: les agriculteurs connaissent la plus grande incidence de la pauvreté, 77,2%. Cette incidence est même de loin supérieure à celle des inactifs, 46,0% de pauvres¹. La pauvreté des agriculteurs est même d'une très grande gravité. En effet, l'indice P_1 pour cette activité atteint la valeur de 0.436. Les membres des forces armées sont les moins touchés par la pauvreté, 14,7%. La contribution des agriculteurs à la pauvreté nationale est de 84,9% pour P_0 , 88% pour P_1 et 89,3% pour P_2 . Le tableau 5-8 confirme que la pauvreté des agriculteurs est surtout du type extrême: 47% des agriculteurs de l'échantillon sont considérés comme très pauvres, contre seulement 5% des membres des forces armées (près de 10 fois plus).

Répartition de la pauvreté suivant la taille du ménage

Le tableau 5-9 présente la répartition de la pauvreté suivant la taille du ménage. On observe que la dépense moyenne par tête baisse à mesure que croît la taille du ménage. A l'inverse l'incidence de la pauvreté augmente à mesure que croît la taille du ménage. Elle atteint 74,2% pour les ménages de 5 personnes et 72,8% pour les ménages de 6 personnes. Les valeurs de l'indice P_1 pour ces deux catégories de ménages sont respectivement de 0,424 et 0,435, ce qui indique la présence parmi elles de nombreux ménages très pauvres. On observe même que la profondeur de la pauvreté croît avec la taille du ménage. Le tableau 5-10, qui porte sur la pauvreté extrême, confirme la tendance ci-dessus. La pauvreté des familles nombreuses est plutôt du type extrême: 49,3% des ménages de 6 personnes sont des ménages très

¹Il faut toutefois tenir compte de la remarque faite plus haut à propos de la définition de "inactif"

pauvres. Une politique de régulation de naissances tendant à réduire la taille de la famille pourrait avoir un effet bénéfique sur la pauvreté.

Répartition de la pauvreté suivant le sexe du chef de ménage

la pauvreté peut aussi être décomposée suivant le sexe du chef de ménage. D'après l'Enquête Prioritaire 1992, 11,6% de la population centrafricaine vivent dans des ménages ayant une femme pour chef. Les dépenses moyennes par tête sont plus élevées pour les ménages dirigés par des femmes que pour ceux dirigés par des hommes, 78807 francs contre 69230 francs par tête et par an. L'incidence de la pauvreté est aussi plus faible pour les ménages dirigés par les femmes, 56,6%, contre 63,5% pour les ménages ayant un homme pour chef. La contribution des ménages dirigés par des hommes à la pauvreté nationale est de 89,5% pour P_0 et 89,8% pour P_1 et P_2 .

6- Structure des dépenses et du revenu par groupe de pauvreté

Le chapitre précédent a présenté dans ses grandes lignes l'ampleur de la pauvreté en République Centrafricaine. Le présent chapitre cherchera à étudier comment les pauvres se situent par rapport aux secteurs productifs et à déterminer les structures de dépenses et de revenus par groupe de pauvreté. Ce type d'information est nécessaire lorsque l'on veut évaluer l'impact de différentes politiques sur les pauvres. Nous envisagerons trois groupes de personnes: les pauvres, les non-pauvres et l'ensemble des centrafricains. Comme au chapitre précédent, la pauvreté sera définie par référence à deux seuils distincts: le seuil de pauvreté de 47224 francs par tête et par an, au-dessous duquel se trouvent 62,4% de la population, et le seuil de pauvreté extrême de 23612 francs par tête et par an, en-dessous duquel se situent 35,8% de l'ensemble des centrafricains.

6-1 STRUCTURE DES DEPENSES

Nous commencerons d'abord par examiner la structure des dépenses par grands groupes: dépenses alimentaires, autoconsommation de produits alimentaires, autres dépenses de consommation et envoi de fonds. Il faut se rappeler ici que, faute d'information pertinente, l'autoconsommation de produits non alimentaires ne pouvait être estimée à partir des données de l'Enquête Prioritaire ou d'autres sources secondaires. Le contenu de ces groupes a été décrit au chapitre 3. Par la suite chacun de ces grands groupes sera désagréé pour une analyse plus fine.

Les tableaux 6-1 et 6-2 présentent la structure des dépenses par groupe de pauvreté. Chaque cellule du tableau contient deux chiffres: le chiffre de haut correspond à un pourcentage par rapport à la colonne et le chiffre de bas, en italique, à un pourcentage par rapport à la ligne. Intéressons-nous d'abord aux colonnes. La colonne "Ensemble" indique que l'alimentation constitue le premier poste de consommation en République Centrafricaine. En effet, si l'on additionne la consommation d'articles achetés sur le marché et l'autoconsommation, la consommation alimentaire représente 72% des dépenses totales des ménages. Cette structure varie lorsque l'on prend en compte le niveau de pauvreté. La part du budget des non-pauvres consacrée à l'alimentation est de 69,3% (58,8% en numéraire et 10,5% en autoconsommation) contre 73,8% pour les pauvres (50,1% en numéraire et 23,7% en autoconsommation) et 73,6% pour les très pauvres. Pour ce qui concerne la consommation alimentaire, les pauvres dépendent donc moins du marché. Cependant, les conditions du marché ne les épargnent pas pour autant. Il est intéressant de constater que les parts du budget consacrée par les pauvres aux dépenses non alimentaires et transferts de fonds sont sensiblement égales à celles consacrées par les pauvres. Les totaux en ligne apportent aussi des indications intéressantes car

elles déterminent la part des dépenses de chaque groupe qui revient aux pauvres. A la dernière ligne on constate que, bien que les pauvres représentent 62,4% de la population, leurs dépenses totales représentent moins du quart des dépenses totales (22,4%). La situation varie d'un poste de dépense à l'autre. 78% des achats de produits alimentaires sur le marché sont effectués par des non-pauvres et 22% par les pauvres. Concernant l'autoconsommation alimentaire, la part des pauvres est importante, 49,2%. La participation des pauvres aux dépenses relatives aux autres postes est faible: 17,5% pour les autres dépenses de consommation et 10,7% pour les transferts de fonds. Il apparaît donc qu'une politique de subventions sur certains produits aura un impact faible sur les pauvres.

Les tableaux 6-3 et 6-4 permettent une analyse beaucoup plus fine des dépenses alimentaires des consommateurs, en mettant en relief l'importance des différents produits dans les achats sur le marché. La viande est le produit alimentaire le plus acheté sur le marché, 30,7% des dépenses consacrées par l'ensemble des centrafricains aux produits alimentaires achetés sur le marché. Le chiffre correspondant à ce poste est de 29,7% pour les centrafricains pauvres et 32,0% pour les non-pauvres. La part des achats de produits végétaux reste faible. Ces observations peuvent sembler surprenantes si l'on ne tient pas compte du fait qu'il s'agit de pourcentages des achats alimentaires effectués sur le marché, alors que nous avons vu ci-dessus que les centrafricains pauvres dépensent beaucoup moins (en valeurs absolue et relative) que les centrafricains non-pauvres en achats de produits alimentaires. En fait, sur la totalité de la viande achetée par les centrafricains 21,3% seulement le sont par les pauvres. On notera en outre l'importance du groupe de produits thé/café/sucre/pain qui représente 17,5% des achats sur le marché pour l'ensemble de la population, 18,6% des achats des pauvres contre 15,9% des achats des non-pauvres. Cependant les achats de produits de ce groupe par les pauvres représentent moins du tiers du total du groupe. Les pourcentages en ligne illustrent la répartition des bénéfices d'une politique axée sur les prix à la consommation, telle par exemple des subventions sélectives sur certains produits. Le fait que les pauvres représentent 62,4% de la population mais que leurs dépenses représentent moins de 30% des achats de chacun des produits signifie que les dépenses absolues d'alimentation croissent avec le revenu pour tous les produits. L'implication sur le plan de la politique économique est qu'il n'existe en Centrafrique aucun produit alimentaire susceptible de générer un certain progrès en cas de subvention. En d'autres termes, il n'existe aucun produit qui, subventionné, pourrait générer plus de retombées aux pauvres qu'aux non-pauvres. Les bénéfices seraient, au meilleur des cas, neutres. Par exemple les pauvres ne bénéficieraient que de 14,6% des bénéfices d'une subvention sur le riz.

Les tableaux 6-5 et 6-6 concernent la structure de l'autoconsommation de produits alimentaires par groupe de pauvreté. Les produits de base de l'alimentation du centrafricain, à savoir le manioc, le mil/sorgho, le maïs, représentent 59% de l'autoconsommation. Le manioc représente à lui seul 44,0%. Par contre les Centrafricains achètent 93% du riz qu'ils consomment. Examinant les données par groupe de pauvreté, on constate que la structure de l'autoconsommation alimentaire des pauvres est peu différente de celles des non-pauvres. D'autre part, en cas de variations minimales de prix sur le marché, l'effet sur le bien-être par le biais de l'autoconsommation sera vraisemblablement nul puisque ce que le ménage perd comme consommateur, il le récupère comme producteur (Besley et Kanbur, 1988)¹⁴. Cependant, la tendance observée reste intéressante, et même importante, pour déterminer les domaines de la production qui comptent particulièrement dans la consommation des ménages pauvres.

Examinons maintenant la décomposition des dépenses non alimentaires, objet des tableaux 6-7 et 6-8. On observe que le logement, qui comprend les dépenses de loyer, d'eau, d'énergie, de combustibles, de téléphone, est le premier poste de dépenses non alimentaires des centrafricains, 32,8%. L'habillement occupe une part importante, 32,1%, davantage pour les pauvres (39,1%) et les très pauvres (40,7%) que pour les non-pauvres. Viennent ensuite dans l'ordre des dépenses de santé, 17,4% (19,7% pour les pauvres et 21,1% pour les très pauvres), des dépenses de transport, 13,4% (6,3% pour les pauvres et 2,4% pour les très pauvres) et d'éducation, 4,3% (4,0% pour les pauvres). Ces proportions apparemment élevées pour les pauvres, notamment pour l'habillement, s'expliquent par la faiblesse de leurs achats d'autres produits sur le marché, notamment les produits alimentaires. Celle-ci fait que le moindre achat d'un produit manufacturé effectué par eux absorbe une part importante de leur budget. Cependant, les dépenses d'habillement des pauvres ne représentent que 28,5% du total de ce poste, dont 11% par les très pauvres. Les pauvres effectuent 25% des dépenses totales de santé, 18% des dépenses d'éducation, 18,6% des dépenses de logement (le pétrole occupe ici une place de choix). Toutefois, la part des dépenses non alimentaires des pauvres ne représente que 20,3% du total de ce groupe. D'autre part, la part des dépenses non alimentaires dans les dépenses totales est moindre pour les pauvres.

Ces résultats ont diverses implications sur le plan de la politique économique. Tout d'abord ils révèlent que, dans la mesure où la dévaluation du franc CFA aura pour effet la hausse des prix des produits importés, les pauvres le ressentiront surtout pour l'achat d'articles vestimentaires, de fournitures scolaires, de médicaments et de pétrole. Ils montrent ensuite que dans la mesure où les pauvres bénéficient d'environ 25% de soins de santé, une politique sanitaire visant à abaisser les coûts des soins pourrait avoir une influence bénéfique sur les pauvres.

6-2 STRUCTURE DU REVENU

Nous passons maintenant à l'analyse des sources de revenu dans l'économie centrafricaine, par groupe de pauvreté. Les tableaux 6-9 et 6-10 présentent une première décomposition par groupe de pauvreté. De toute évidence, l'agriculture constitue la première source de revenu en Centrafrique, procurant 46,8% du revenu total des ménages de l'échantillon de l'Enquête Prioritaire. La catégorie qui vient ensuite par ordre d'importance est le revenu du travail indépendant non agricole, 25,8% du revenu total. Ainsi le revenu du travail indépendant (agricole et non agricole) constitue 72,6% du revenu total. Il va de soi que toute stratégie de croissance ou de lutte contre la pauvreté en Centrafrique doit privilégier ces deux secteurs. Le revenu de l'emploi n'assure que 11,7% du revenu total des ménages et il est suivi par ordre d'importance de la catégorie des autres revenus et des envois de fonds encaissés par les ménages. Ces envois forment en moyenne 4,4% du revenu du centrafricain.

La structure du revenu varie toutefois par groupe de pauvreté. La place du revenu de l'emploi chez les pauvres est conforme à l'attente. Ce type de revenu ne représente que 5,6% du revenu total des pauvres, 3,5% de celui des très pauvres, contre 19,3% pour les non-pauvres. L'inverse est vrai pour le revenu agricole: l'agriculture ne représente pas moins de 68,2% du revenu des ménages très pauvres, 62,2% du revenu des ménages pauvres, contre seulement 27,6% dans le cas des ménages non pauvres. En revanche, le revenu du travail indépendant non agricole occupe dans le revenu des pauvres une part moindre que celle qu'il prend dans le revenu des ménages non pauvres, 16,1% chez les très pauvres, 19,2% chez les pauvres, contre 34,1% chez les non-pauvres. Cela peut s'expliquer par le fait que ce type de revenu englobe certaines activités du secteur formel (médecins, avocats, notaires, par exemple), inaccessibles aux pauvres, en sus des activités informelles, qui en constituent toutefois l'immense majorité. Examinons maintenant les totaux en ligne. Les ménages pauvres gagnent 50,9% des revenus agricoles, mais seulement 14,7% des revenus du travail indépendant non agricole et 14% du revenu total de l'emploi. Ces chiffres conduisent à la conclusion que seule une politique visant le renforcement de l'agriculture, plus particulièrement par l'augmentation du revenu des producteurs, a de fortes chances de diminuer la pauvreté en Centrafrique. Mais sur la base de ce que nous avons observé sur la répartition géographique de la pauvreté, ces actions devront être ciblées en priorités vers les Zones Savane et Forestière, les plus peuplées, les plus agricoles et qui contribuent le plus à la pauvreté nationale. Pour préciser les idées ci-dessus, examinons plus en détail les recettes tirées de la vente de produits agricoles, objet des tableaux 6-11 et 6-12. Certains des produits sont exportables et sont sans doute cultivés essentiellement pour l'exportation (café, coton, tabac), tandis que d'autres sont produits sont avant tout inéchangeables (parmi eux figure en première place le manioc). Ce tableau montre que, dans le cas des

principales cultures d'exportation du pays, les pauvres en tirent 13,1% de leur revenu (café: 7,3%; coton: 4,9%; tabac: 0,9%) tandis que la plus grande partie des revenus va aux pauvres: 62,7% des recettes totales de vente de café (dont 39,8% aux ménages très pauvres), 86,4% des recettes totales de vente de coton (dont 56,8% aux ménages très pauvres), et 74,4% de recettes de vente de tabac (dont 32,7% aux ménages très pauvres). Une politique visant à relever le prix d'achat aux producteurs de ces produits profitera donc avant tout aux pauvres. Concernant les produits non échangeables, le manioc, le produit de base de l'alimentation du centrafricain, avec 60,8% des recettes totales tirées de la vente des produits agricoles, est le principal produit. 56% des recettes provenant de sa vente vont aux pauvres (dont 24,3% des recettes totales aux très pauvres). Avec un peu plus de 10% des recettes totales tirées de la vente des produits agricoles, l'arachide occupe une place importante: près de 70% des recettes tirées de sa vente vont aux pauvres. Les tableaux tels que 6-11 et 6-12 devront jouer un rôle important dans l'orientation de la politique des prix agricoles en Centrafrique, particulièrement du point de vue de la lutte contre la pauvreté.

7- Indicateurs de satisfaction de besoins de base et pauvreté

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, compte tenu de la difficulté de ramener tous les aspects de la satisfaction des besoins de base à une unité de compte monétaire commune par application d'un prix virtuel approprié, nous avons convenu de mener deux types d'analyse: quantitative et qualitative. Les chapitres précédents ont porté sur l'approche quantitative basée sur la consommation des biens privés. Le présent chapitre aborde l'approche qualitative axée sur la satisfaction des besoins de base. Nous essayerons d'analyser la corrélation qui existe entre leur satisfaction et les caractéristiques du revenu et des dépenses. Nous étudierons ici certains tableaux simples de la satisfaction des besoins de base par groupe de pauvreté. Une analyse plus détaillée est envisagée ultérieurement dans le cadre des études par secteur prévues parmi les travaux du projet Dimensions Sociales de l'Ajustement et Développement (DSAD).

A- Santé

Contrairement à ce qui a été fait ailleurs (Ghana, Côte d'Ivoire, etc...) où les informations ont été recueillies sur l'état de santé des enquêtés pendant les quatre semaines précédant l'interview, en Centrafrique la question a été de savoir si les enquêtés avaient subi une visite médicale au cours des 4 semaines précédentes. Cependant l'idée sous-tendant cette question est que l'on subit une visite médicale parce que l'on est malade. On peut donc considérer que le tableau 7-1 présente des informations de base sur la maladie en Centrafrique en 1992. Celles-ci sont fondées sur la déclaration des enquêtés, avec tous les risques que cela comporte. Ce tableau indique que l'incidence de la maladie a été plus forte en milieu rural, 55,4% du total des malades, contre 44,6% dans le milieu urbain, dont 21% dans les villes secondaires et 23,5% à Bangui. Pour l'ensemble du pays 33,8% appartiennent au groupe des très pauvres, 22,3% au groupe des pauvres et 43,9% à celui des non-pauvres. Cette répartition varie selon le milieu de résidence. En milieu rural 52,7% (29,2/55,4) appartiennent au groupe des très pauvres, 25,6% au groupe des pauvres et 21,7% à celui des non-pauvres. Dans ce milieu, on constate que les pauvres, qui représentent 75,4% comprennent 78,3% des malades alors que les non-pauvres représentant 25,5% de la population, ne comprennent que 21,7% des malades. L'incidence de la maladie semble donc plus élevée chez les pauvres. En milieu urbain la structure est différente: la majorité des malades appartiennent au groupe des non-pauvres (71,5%) contre 10,3% de très pauvres et 18,2% de pauvres. Il se dégage que les non-pauvres ont déclaré plus volontiers avoir subis une visite médicale, donc avoir été malades. L'idée de ce qui constitue une maladie semblerait donc être très différente dans l'esprit des pauvres et dans celui des riches. Les riches auraient une plus grande tendance à se considérer comme ayant été

malades. Examinons maintenant la structure dans chaque groupe. 86,4% (29,2/33,8) de très pauvres ayant été malades se trouvent en milieu rural contre 13,3% (4,5/33,8) dans les villes secondaires et seulement 0,3% à Bangui. La même tendance s'observe pour les pauvres: 63,7% (14,2/22,3) se trouvent en milieu rural, 26,0% dans les villes secondaires et 10,3% dans Bangui. La structure de la maladie pour les non-pauvres est différente: 27,3% (12,0/43,9) se trouvent en Zone rurale, 24,6% dans les villes secondaires et 48,1% (presqu'un malade sur deux) à Bangui, qui abrite la plupart des non-pauvres.

Examinons à présent l'incidence de la maladie par groupe cible, objet du tableau 7-2. Sur l'ensemble de la population, l'incidence de la maladie a été plus grande chez les agriculteurs, 55,8%. Viennent ensuite les salariés du secteur public, 16,5%. Il est à noter que les indépendants vendeurs de produits non alimentaires, les moins touchés par la pauvreté comme dit plus haut, ne représentent que 2,4% des malades de l'échantillon. Si on prend en compte le fait que les indépendants vendeurs de produits non alimentaires ne représentent que 1,9% de la population totale et les agriculteurs 63,7%, la constatation selon laquelle les riches ont plus tendance à se considérer comme ayant été malades se confirme.

La série des tableaux 7-3, 7-4 et 7-5 porte sur l'utilisation des services de santé par les centrafricains. Le tableau 7-3 présente le type de consultation par les malades de l'échantillon par lieu de résidence. Pour l'ensemble des personnes ayant été malades en Centrafrique en 1992, seuls 5,0% ont consulté un médecin et 9,1% un assistant médical. La majorité des malades a plutôt accès aux sages femmes et infirmiers, 56,2%. Les guérisseurs traditionnels ont consulté un peu plus d'un malade sur cinq (20,4%), ce qui dénote la place importante de la médecine traditionnelle en Centrafrique. La même tendance persiste lorsque l'on considère le milieu ou la région de résidence. Quelque soit la zone de résidence, la majorité des consultants a plutôt accès aux sages femmes et infirmiers: 59,2% pour l'ensemble de la Zone rurale, 62,6% pour les villes secondaires et 43,4% pour Bangui.

Le tableau 7-4, portant sur le type de consultation des malades par groupe cible, confirme cette tendance, ce qui dénote une certaine solidité. Quelque soit le groupe cible, les sages femmes et infirmiers ont consulté le plus de malades, même pour les indépendants vendeurs de produits non alimentaires, les moins touchés par le fléau de pauvreté, (64,9% des malades du groupe).

Le tableau 7-5 présente le type de consultation par groupe de pauvreté. le rôle essentiel des sages femmes et infirmiers dans la prodigation de soins de santé se confirme. En effet, quelque soit le groupe de pauvreté considéré, la majeure partie des malades a plutôt eu recours à une sage femme ou un infirmier: 58% des très pauvres, 64,8% des pauvres et 51,2% des non-pauvres.

Un facteur important d'accès aux soins de santé est la distance par rapport au centre de santé. Le tableau 7-6 présente le temps moyen d'accès au centre de santé par lieu de résidence. On observe que seulement moins d'un habitant sur deux en zone rurale (48,9%) est à moins d'une heure d'un centre de santé. 28,8% (près d'un habitant sur trois) se trouvent à plus de deux heures, et même plus de 10% des habitants à plus d'une demi-journée. Comme il fallait s'y attendre, les centres urbains sont plus privilégiés. Plus de 9 habitants sur dix y sont à moins d'une heure d'un centre de santé. Le tableau 7-7 présente les données analogues au tableau précédent, mais par groupe cible. Il indique qu'une forte proportion des agriculteurs se trouvent à plus d'une heure d'un centre de santé: 62% des agriculteurs spécialisés dans les cultures de rente, 40,8% de ceux spécialisés dans les cultures vivrières, la chasse, la pêche. Dans la mesure où le milieu rural centrafricain est habité essentiellement par des agriculteurs, ces résultats confirment donc que celui-ci est défavorisé sur le plan de la couverture sanitaire.

Ces résultats indiquent que le milieu rural est celui où l'incidence de la maladie est la plus grande, mais en même temps l'accès aux soins de santé le plus limité. Ils devraient être pris en compte pour une révision de la politique sanitaire du pays, qui devra viser en priorité l'amélioration de la couverture sanitaire du milieu rural par une extension du réseau.

B-Education

Un autre aspect important de la satisfaction des besoins de base est que les individus devraient avoir reçu au moins une éducation rudimentaire. Nous examinons ci-dessous dans quelle mesure ce besoin est satisfait pour les individus âgés de 5 ans et plus. Le nombre d'individus de cette catégorie dans chaque groupe de pauvreté est indiqué au tableau 7-8 pour chaque région et au tableau 7-9 pour chaque groupe cible. D'après l'Enquête Prioritaire il y avait 2.393.531 individus âgés de 5 ans et plus en République Centrafricaine en 1992, soit un peu plus de 82% de la population. Le tableau 7-8 indique que 62,6% de cette population se trouvent en Zone rurale (dont 34% en Zone savane et 19,5% en Zone forestière), 21,7% se trouvent dans les villes secondaires et 15,8% dans Bangui, la Capitale, tandis que le tableau 7-9 montre que les membres des ménages d'agriculteurs constituent le groupe le plus important de cette population, 64%. Les membres des ménages des salariés du secteur public constituent le deuxième groupe en termes d'importance, 12,4% de la population totale de cinq ans et plus.

La proportion de cette population sachant lire et écrire par groupe de pauvreté est présentée au tableau 7-10 par région de résidence et au tableau 7-11 par groupe cible. 35,1% seulement de la population de 5 ans et plus savent lire et écrire. Près de deux habitants sur trois ne savent ni lire ni écrire. La population urbaine est, comme il fallait s'y attendre, plus alphabétisée que la population rurale: 51,5% des citadins savent

lire et écrire, contre 25,2% en milieu rural. Le pourcentage des personnes sachant lire et écrire augmente à mesure que l'on passe du groupe des très pauvres, 22,7%, au groupe de pauvres, 33,1%, puis celui des non-pauvres, 49,4%. Cette tendance est maintenue lorsque l'on considère le milieu de résidence. Le tableau 7-10 met en évidence une courbe de régression très nette, allant des taux les plus élevés pour les résidents de Bangui aux taux les plus bas caractérisant les résidents ruraux très pauvres. Le tableau 7-11 met en exergue la situation privilégiée des ménages des salariés: 64,1% des membres des ménages des salariés du secteur public savent lire et écrire, 55,7% de ceux des ménages des salariés du secteur privé formel et 48,5% des membres des ménages des salariés du secteur privé informel. Les agriculteurs, essentiellement ruraux, présentent les taux les plus faibles.

Le tableau 7-12 présente le pourcentage d'individus de 5 ans et plus ayant fréquenté l'école à un moment quelconque de leur vie par lieu de résidence et groupe de pauvreté. Pour l'ensemble de la population centrafricaine, 50,9% ont fréquenté l'école à un moment donné de leur vie, soit en moyenne un centrafricain sur deux. Cette proportion est plus élevée en milieu urbain, 67,6%, qu'en milieu rural, 50,2%. Ce tableau démontre que la basse proportion des personnes sachant lire et écrire ne s'explique qu'en partie par le nombre des individus n'ayant jamais fréquenté l'école. Parmi les résidents ruraux très pauvres, pour qui le pourcentage des individus sachant lire et écrire est 22,7%, 37,2% ont fréquenté l'école à un moment ou un autre de leur vie. Pour beaucoup d'entre eux, tant les membres des ménages très pauvres que l'ensemble de la population rurale en général, la fréquentation de l'école ne leur pas permis d'acquérir les connaissances les plus élémentaires. Cette situation peut être due soit aux lacunes de l'éducation fournie (qui peuvent elles mêmes s'expliquer par le niveau de l'éducation dispensé ou par le manque de ressources), soit au fait que les individus n'ont fréquenté l'école que durant un temps très court avant de la quitter pour travailler, par exemple sur l'exploitation agricole familiale.

L'éducation est un peu plus efficace dans les villes, et notamment à Bangui, où une forte proportion de ceux qui ont fréquenté l'école ont acquis des connaissances de base. Néanmoins, cette proportion est moins élevée pour les pauvres que pour les non-pauvres, et même pour le centrafricain moyen. En conséquence, dans l'ensemble du pays, non seulement les pauvres sont moins susceptibles d'avoir jamais fréquenté l'école, mais aussi moins susceptibles d'avoir atteint des niveaux élémentaires d'aptitude à la lecture et l'écriture. Le tableau 7-13 qui présente la fréquentation scolaire par groupe cible confirme la situation défavorisée des ménages d'agriculteurs qui présentent les taux les plus bas. Il s'en suit qu'il semble y avoir une corrélation inverse entre le niveau d'éducation mesuré par la fréquentation scolaire ou par les résultats d'une part et la pauvreté d'autre part, les rapports de cause à effets étant probablement complexes. Le manque d'éducation peut être l'une des

Country	Fiscal Year	Description	Cost (\$mil)	IBRD Loan	IDA Credit
Nigeria	85	Through the construction, equipping, and staffing of about sixty health clinics, the upgrading of 120 dispensaries, the provision of vaccines and equipment for an immunization program, and the establishment of an adequate training and supervision program, the delivery of primary health and family-planning services, including immunization coverage, in Sokoto state will be expanded and improved. Equipment, technical assistance, and training will also be provided at the federal level to strengthen the technical advisory capacity of the health authorities.	53.0	34.0	--
Nigeria	89	The government of Imo State will be assisted in its efforts to improve the health and nutrition of its people and to provide voluntary family-planning services. In addition, the federal Ministry of Health's capacity to assist state level health planning and project preparation will be strengthened, and will be prepared for internal and external financing.	36.8	27.6	--
Nigeria	90	The government's national essential-drugs program, which has been designed to reform and strengthen drug supply and quality assurance at all levels, and introduce equitable cost recovery to help ensure sustainability, and, at a later stage, promote local drug production, will be supported.	85.1	--	47.6
Nigeria	91	This long-range project seeks to strengthen the institutional framework and expand the basis for undertaking a large-scale, intersectoral national population program over the coming decades in fulfillment of Nigeria's ambitious population-policy goals.	93.6	--	78.5
Nigeria	91	Health services will be improved for a wider base of the country's population through the creation of a wholesaling mechanism, the Health System Fund, to finance health-system improvements in a larger number of states than has been possible in the past.	94.5	--	70
Rwanda	86	Family-planning services will be made available in all health facilities as part of the country's maternal and child-health (MCH) program, the coverage and quality of MCH services will be increased and improved, and institutional-strengthening assistance furnished to the Ministry of Health and Social Affairs. Training of MCH staff is included.	14.5	--	10.8
Rwanda	91	A first population project seeks to help reduce the country's fertility rate, decrease child and maternal morbidity and mortality, and integrate the demographic dimension into the overall socioeconomic planning process.	26.1	--	19.6
Rwanda	92	This project seeks to reduce malnutrition and increase food security through a series of actions including labor-intensive works, local communities' in partnerships with NGOs and small enterprises; development of micro-enterprises; and direct provision of locally purchased food aid to vulnerable families.	46.1	--	19.1
Sao Tome & Principe	92	Attempts will be made to reverse recent declines in the health and education of the country's citizenry through the control of malaria, supply of essential drugs, and provision of textbooks and educational materials.	12.0	--	11.4
Senegal	83	Better health care services, especially maternal and child-health care, will be provided to a large segment of the rural population through the strengthening of basic health services, in-service training of health personnel, improved utilization of drugs, development of health-education services, and by strengthening the capability of the Ministry of Public Health.	16.7	--	15.0
Senegal	91	Government efforts to control fertility and reduce the rate of population growth will be supported, as will efforts intended to improve the quality and increase the accessibility of basic health services.	37.9	--	35.0

causes de la pauvreté s'il en résulte que les individus concernés n'ont d'autre possibilité que d'exercer des activités peu rémunérées. En revanche, la pauvreté peut signifier que le coût d'opportunité et les autres coûts de la scolarisation sont trop élevés. Il faudra élargir et approfondir l'analyse dans le cadre de l'étude sur la scolarisation prévue dans le programme de travail du projet Dimensions Sociales de l'Ajustement et Développement pour déterminer quel rôle ces chaînes de causalité jouent en pratique.

Néanmoins, comme ils s'appliquent à tous les individus de l'échantillon âgés de 5 ans et plus, les tableaux ci-dessus mentionnés présentent une vue d'ensemble de la fréquentation scolaire et de ses résultats sur une longue période. Peut-être les taux de fréquentation actuels présentent-ils un plus grand intérêt du point de vue des choix de politique économique et sociale. Ces taux sont présentés par région et groupe de pauvreté aux tableaux 7-14 et 7-16 pour les enfants de 6 à 11 ans et de 12 à 18 ans respectivement. Les tableaux 7-15 et 7-17 présentent les mêmes informations mais par groupe cible.

Examinons d'abord le taux de fréquentation scolaire des enfants de 6 à 11 ans. Le tableau 7-14 indique que 94% de l'ensemble des enfants centrafricains de 6 à 11 ans fréquentent actuellement l'école. Cependant le taux reste légèrement plus élevé en milieu urbain (96%) qu'en milieu rural (94%). D'autre part le taux s'accroît à mesure que l'on passe de très pauvres à pauvres, puis à non-pauvres. Le tableau 7-15 indique que les enfants des ménages des salariés du secteur public sont les plus scolarisés, 97,8%, suivis de ceux des salariés du secteur privé formel, 97,3%. Les enfants des agriculteurs sont les moins scolarisés, 90% en moyenne.

Passons maintenant à l'examen des taux de fréquentation scolaire des enfants âgés de 12 à 18 ans, objet des tableaux 7-16 et 7-17 présentant les taux par région de résidence et par groupe cible respectivement. Pour l'ensemble du pays ce taux s'établit à 62,1%. Les tendances observées pour la scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans se confirment: le taux de fréquentation est plus élevé en milieu urbain (71,3%) qu'en milieu rural (52,1%); les enfants issus des ménages des salariés du secteur public présentent le taux le plus élevé (82,2%) tandis que les enfants des agriculteurs et des mineurs présentent les taux les plus bas.

Ces données révèlent donc un modèle similaire à celui qu'indiquent les statistiques de fréquentation scolaire dans le passé: la fréquentation est moindre pour le cas des résidents ruraux que pour celui des citadins et elle est dans l'ensemble inférieure à la moyenne dans le cas des pauvres. Cette inégalité pourrait partiellement s'expliquer par la distribution spatiale des écoles en République Centrafricaine. En effet, les tableaux 7-18 et 7-19, qui présentent respectivement le temps d'accès à

l'école primaire et l'école secondaire par région de résidence, montrent que: (1) 25% des enfants sont à plus d'une heure de marche de l'école en milieu rural, contre 2% en milieu urbain; 87% des enfants sont à plus d'une heure de marche de l'école secondaire contre 12% en milieu urbain. Cependant le niveau des taux de fréquentation scolaire en Centrafrique semble indiquer qu'aujourd'hui la majorité des centrafricains est acquise à la nécessité de donner une éducation, fut-elle limitée, à sa descendance. Ce fait semble confirmé par le tableau 6-7, donnant la structure des dépenses non alimentaires par groupe de pauvreté, qui montre que la part du budget des ménages consacrée aux dépenses d'éducation est sensiblement la même par groupe de pauvreté. Toutefois, les pauvres, et plus particulièrement ceux du milieu rural, éprouveraient parfois quelques difficultés à faire face aux dépenses d'éducation et retireraient prématurément certains enfants du système scolaire.

Enfin les tableaux 7-20 et 7-21 indiquent le pourcentage des enfants, parmi ceux fréquentant actuellement l'école, qui fréquentent une école privée par région de résidence et par groupe cible respectivement. Ils indiquent que les écoles privées semblent être plus répandues dans les villes que dans les campagnes. D'autre part ce sont surtout les non-pauvres qui mettent leurs enfants dans des écoles privées, les pauvres ne pouvant souvent pas faire face aux frais de scolarité.

C- Accès à l'eau potable

Le tableau 7-22 présente les pourcentages des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable par groupe de pauvreté et par Zone de résidence. La première ligne de chaque Zone de résidence indique la proportion des ménages de chaque groupe de pauvreté n'ayant pas accès à l'eau potable. La deuxième ligne donne la répartition par groupe de pauvreté des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable dans la région, tandis que la troisième ligne présente la structure par région des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable par groupe de pauvreté. Trois ménages sur quatre (75,1%) des ménages centrafricains n'ont pas accès à l'eau potable. La situation est plus préoccupante en milieu rural, où 80,6% des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, qu'en milieu urbain pour lequel ce ratio s'établit à 63,2%. Les régions les plus affectées par l'absence d'eau potable sont la Zone Forestière (92% des ménages) et la Zone Minière (87,8% des ménages). En milieu rural ce phénomène frappe de façon sensiblement égale les ménages pauvres et les non-pauvres. En milieu urbain, et notamment à Bangui, ce phénomène est plus intense chez les pauvres, qui habitent généralement les Zones périphériques souvent peu viabilisées, que chez les non-pauvres. Le tableau 7-23, qui présente le même ratio mais par groupe cible, révèle la gravité du phénomène pour les mineurs (90,4%) et les agriculteurs (environ 81% en moyenne). Il est toutefois à noter que cette population se trouve en grande partie dans les Zones Savane, Forestière et Minière qui présentent les pourcentages les plus élevés de ménages n'ayant pas accès à l'eau potable.

D- La malnutrition

Au cours de l'Enquête Prioritaire 1992 on a procédé dans les ménages échantillon à des mesures anthropométriques (taille/poids) des enfants d'âge inférieur ou égal à 60 mois. La malnutrition est définie à partir du rapport Taille/Poids. Le tableau 7-24 présente les pourcentages des enfants souffrant de malnutrition par groupe cible et par région et le tableau 7-25 présente le même ratio par groupe cible. D'après les résultats de l'Enquête Prioritaire, 18% des enfants centrafricains souffrent de malnutrition. Elle est plus prononcée en milieu rural, 20,8%, qu'en milieu urbain où le taux de malnutrition s'établit à 13,1%. Ce phénomène ne touche pas tous les groupes de pauvreté avec la même intensité. Il est beaucoup plus sévère chez les pauvres que chez les non pauvres, quelque soit le milieu de résidence. Le tableau 7-25 indique que les enfants des mineurs sont les plus touchés par la malnutrition (33,4%), suivis de ceux des agriculteurs (18% en moyenne). Les enfants des salariés sont les moins touchés par ce phénomène.

8- Conclusion

L'objet de la présente étude était de présenter un profil de base de la pauvreté en République Centrafricaine à partir de L'Enquête Prioritaire. Les outils théoriques que nous avons utilisés sont à la pointe de l'évolution des travaux sur les études de pauvreté. Nous avons, en particulier, préconisé l'emploi des mesures d'entropie de Theil et d'une catégorie d'indices mis au point par Foster, Greer et Thorbecke. Les conditions dans lesquelles on peut rendre opérationnelle la mesure de la pauvreté à l'aide des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, en particulier l'Enquête Prioritaire de 1992 ont été exposées. La méthode ainsi établie pourra servir pour les années à venir.

L'application des concepts révèle inévitablement des lacunes des données. L'Enquête Prioritaire ne fait pas exception. Les appendices 1 et 2 examinent certaines difficultés rencontrées pour l'estimation de l'autoconsommation et pour les prix. En attendant les recherches plus approfondies, les résultats que nous avons obtenus sont donc présentés comme le fruit d'une analyse préliminaire des séries de données et doivent être traités comme tels.

Il convient de souligner que nous n'avons pas cherché, dans la présente étude, à porter le débat sur le plan des interventions possibles de politique économique et sociale. Ceci, en effet, nécessiterait, d'une part, de descendre à un niveau de détails beaucoup plus précis des mécanismes institutionnels que ne fournit pas l'Enquête Prioritaire et nous aurait, d'autre part, entraîné au delà du champ défini pour nos travaux. Il n'en demeure pas moins que les profils de la pauvreté présentés dans les pages précédentes correspondent, de manière générale, aux préoccupations actuelles des autorités centrafricaines, qui transparaissent bien à travers les objectifs du projet Dimensions Sociales de l'Ajustement et Développement. Ils militent en faveur d'une amélioration des termes de l'échange entre le milieu rural et le milieu urbain, au bénéfice du premier. La pauvreté en République Centrafricaine est en effet un phénomène essentiellement rural. Dans ces conditions une politique d'augmentation des prix à la production des principaux produits agricole ne peut aller que dans le sens de l'objectif de lutte contre la pauvreté. Cependant, les profils de la pauvreté proposés dans la présente étude offrent la possibilité de différencier plus finement entre les différents produits, même si les conclusions tirées de l'analyse sont nécessairement plus approximatives à mesure que s'élève le niveau de désagrégation des données recueillies.

Sur le plan des dépenses, les profils de la pauvreté ne sont pas étrangers non plus à certaines interrogations de politique générale. Ils proposent un cadre empirique permettant d'évaluer l'impact des diverses options de politique économique et sociale sur les pauvres. Ils ne peuvent cependant qu'offrir une réponse partielle. Il faudrait, autrement, analyser complètement les divers effets d'interaction dont les profils de la pauvreté sont incapables de rendre compte de par leur nature même. En revanche, ces profils peuvent fournir un cadre de référence aux recherches dans ce domaine. Ils peuvent aussi, parfois, révéler des aspects inattendus qui méritent d'être étudiés de façon plus approfondie. L'importance de l'habillement dans la structure des dépenses des pauvres nous a certainement surpris et il serait souhaitable que cette question soit étudiée plus en détail, par exemple dans l'Enquête Intégrale sur le Budget et la Consommation des ménages (EIBC) en cours de préparation.

Enfin, les profils de la pauvreté mettent en évidence une faible satisfaction des besoins de base. Là non plus, les profils ne peuvent constituer par eux-mêmes une analyse des choix de politique générale. Leur rôle est de fournir des repères et de servir à une analyse sectorielle ou subsectorielle plus détaillée des interventions.

TABLEAUX

4- REPARTITION DU REVENU

Tableau 4-1 Répartition des dépenses moyennes par tête des ménages par Zone agro-écologique

Sava- ne	Fores- tière	Miniè- re	Extrê- me	Ensem- ble Zone rurale	Bangui	Aut- res vil- les	Ensem- ble du pays
36546	51988	141578	23116	51126	165202	84422	70836

Tableau 4-2 Répartition des dépenses moyennes par tête des ménages par groupe cible

Groupe cible	Moyenne des DMPT
Agriculteurs de produits d'exportation	27667
Agriculteurs de produits non d'exportation, élevage, pêche, chasse	45580
Indépendants vendeurs de produits alimentaires	138286
Indépendants vendeurs de produits non alimentaires	263708
Mines	174485
Autres indépendants	126094
Salariés du secteur public	118983
Salariés du secteur privé formel	167390
Salariés du secteur privé informel	102333
Inactifs, chômeurs	93378
Ensemble de la population	70836

Tableau 4-3 Répartition en pourcentages des individus selon la dépense moyenne par tête du ménage suivant la région de résidence.

DMPT Unité 1000 FCFA	Zone Sava- ne	Zone Forest ière	Zone Miniè- re	Zone Extrê- me	Bangui	Autres villes	Ensem- ble du Pays
moins de 30	50.9	25.6	3.3	6.2	0.6	13.5	100
	<u>62.3</u>	<u>53.5</u>	<u>21.5</u>	<u>77.4</u>	<u>2.2</u>	<u>30.2</u>	<u>44.9</u>
30- 60	38.3	20.0	8.4	2.4	7.6	23.2	100
	<u>24.3</u>	<u>21.7</u>	<u>28.8</u>	<u>15.4</u>	<u>15.6</u>	<u>26.9</u>	<u>23.3</u>
60-100	20.7	20.6	8.9	1.3	19.6	28.9	100
	<u>7.9</u>	<u>13.5</u>	<u>18.4</u>	<u>5.1</u>	<u>24.2</u>	<u>20.3</u>	<u>14.1</u>
100- 200	12.9	14.2	10.8	0.6	35.2	26.4	100
	<u>4.0</u>	<u>7.6</u>	<u>18.2</u>	<u>2.0</u>	<u>35.4</u>	<u>15.1</u>	<u>11.5</u>
200- 300	10.9	12.5	13.4	-	40.8	22.4	100
	<u>1.0</u>	<u>2.0</u>	<u>6.9</u>	<u>-</u>	<u>12.5</u>	<u>3.9</u>	<u>3.5</u>
300- 500	7.2	14.0	11.8	-	42.1	24.8	100
	<u>0.4</u>	<u>1.2</u>	<u>3.2</u>	<u>-</u>	<u>6.8</u>	<u>2.3</u>	<u>1.9</u>
500 et +	2.0	9.9	20.8	-	38.6	28.7	100
	<u>0.1</u>	<u>0.4</u>	<u>3.0</u>	<u>-</u>	<u>3.3</u>	<u>1.4</u>	<u>1.0</u>
Ensem- ble	36.6	21.5	6.8	3.6	11.4	20.1	100
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 4-4 Répartition des individus selon la dépense moyenne par tête du ménage et le groupe cible (Unité: 1000 FCFA)

Groupe cible	- de 30	30-60	60-100	100-200	200-300	300-500	500 et +	Ensemble
Agric. exportation	73.8	17.2	5.7	2.9	0.0	0.2	0.1	100
	<u>22.6</u>	<u>10.2</u>	<u>5.6</u>	<u>3.5</u>	<u>0.1</u>	<u>1.3</u>	<u>0.8</u>	<u>13.8</u>
Agric. non export, élevage, pêche, chasse	54.1	26.6	11.3	5.7	1.7	0.4	0.2	100
	<u>65.7</u>	<u>62.2</u>	<u>43.7</u>	<u>27.0</u>	<u>26.8</u>	<u>12.7</u>	<u>11.2</u>	<u>54.5</u>
Indép. vendeurs produits aliment.	8.4	17.2	27.5	27.8	9.9	5.9	3.3	100
	<u>0.6</u>	<u>2.4</u>	<u>6.3</u>	<u>7.8</u>	<u>9.1</u>	<u>10.3</u>	<u>10.8</u>	<u>3.2</u>
Indépend. Vendeurs prod. non aliment.	2.2	17.8	15.3	27.5	15.4	14.9	6.8	100
	<u>0.1</u>	<u>1.5</u>	<u>2.1</u>	<u>4.6</u>	<u>8.5</u>	<u>15.5</u>	<u>13.5</u>	<u>1.9</u>
Mines	12.3	20.4	21.5	23.1	8.5	6.6	7.4	100
	<u>0.6</u>	<u>2.1</u>	<u>3.6</u>	<u>4.7</u>	<u>5.7</u>	<u>8.4</u>	<u>17.8</u>	<u>2.3</u>
Autres indépend.	15.0	21.5	21.8	27.2	6.7	5.5	2.3	100
	<u>1.5</u>	<u>4.1</u>	<u>6.9</u>	<u>10.6</u>	<u>8.6</u>	<u>13.2</u>	<u>10.4</u>	<u>4.5</u>
Salariés secteur public	13.9	21.4	25.1	26.5	8.6	3.1	1.5	100
	<u>2.4</u>	<u>7.1</u>	<u>13.8</u>	<u>17.9</u>	<u>18.9</u>	<u>13.1</u>	<u>11.8</u>	<u>7.7</u>
Salariés privé formel	15.5	16.7	22.0	25.8	10.2	6.3	3.5	100
	<u>1.0</u>	<u>2.1</u>	<u>4.6</u>	<u>6.7</u>	<u>8.7</u>	<u>10.1</u>	<u>10.7</u>	<u>3.0</u>
Salariés privé informel	20.4	19.5	24.1	25.7	5.6	3.3	1.4	100
	<u>1.3</u>	<u>2.4</u>	<u>4.9</u>	<u>6.4</u>	<u>4.6</u>	<u>5.2</u>	<u>4.0</u>	<u>2.9</u>
Inactifs, chômeurs	29.6	21.9	19.2	19.7	5.0	3.0	1.4	100
	<u>4.1</u>	<u>5.9</u>	<u>8.5</u>	<u>10.7</u>	<u>8.9</u>	<u>10.2</u>	<u>8.9</u>	<u>6.2</u>
Ensemble	44.9	23.3	14.1	11.5	3.5	1.9	1.0	100
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 4-5 Caractéristiques de la répartition des individus suivant les dépenses par tête du ménage (DMPT)

Déciles	Plafond des dépenses moyennes par tête (francs constants)
1	10030
2	14933
3	20202
4	26317
5	35081
6	46862
7	63730
8	913383
9	149206
10	7539865
Moyenne des DMPT	70836

Tableau 4-6 Pourcentage d'individus pour lesquels les dépenses par tête du ménage sont inférieures à divers multiples de la moyenne des dépenses par tête des ménages.

Multiples des moyennes des DMPT	% d'individus
0.2	18.7
0.4	42.7
0.6	56.6
0.8	66.4
1.0	72.7
1.2	77.9
1.4	82.0

**Tableau 4-7 Inégalité de répartition des DMPT
par milieu de résidence**

milieu de résidence	% de la popula- tion	Moyenne des DMPT	Theil (T)	Theil (L)	Indice de GINI
milieu rural	62.5	51126	0.83	0.62	0.59
Bangui	15.8	165202	0.42	0.33	0.44
Autres villes	21.7	84422	0.56	0.51	0.54
Ensemble du pays	100	70836	0.76	0.65	0.55
Composante intra- groupe (%)					
Composante inter- groupe (%)					

Tableau 4-8 Inégalité de répartition des DMPT par région de résidence

Région de résidence	% de la population	Moyenne des DMPT	Theil (T)	Theil (L)	Indice de GINI
Zone Savane	33.9	36546	0.44	0.39	0.48
Zone Forestière	19.6	51988	0.64	0.62	0.59
Zone Minière	5.8	141578	0.80	0.78	0.67
Zone Extrême	3.2	23116	0.38	0.39	0.43
Bangui	15.8	165202	0.42	0.33	0.44
Autres villes	21.7	84422	0.56	0.51	0.54
Ensemble du pays	100	70836	0.76	0.65	0.55
Composante intra-groupe (%)					
Composante inter-groupe (%)					

Tableau 4-10 Inégalité de répartition des DMPT par groupe cible

Groupe cible	% de la population	Moyenne des DMPT	Theil (T)	Theil (L)	Indice de GINI
Agric. exportation	14.3	27667	0.44	0.40	0.50
agric. non export., élevage, pêche, chasse	49.4	45580	0.62	0.48	0.53
Indép. vendeurs produits aliment.	2.8	138286	0.35	0.36	0.44
Indép. vendeurs prod. non aliment.	1.9	263708	0.77	0.59	0.52
Mines	1.8	174485	0.60	0.59	0.54
Autres Indépend.	4.4	126094	0.49	0.46	0.48
Salariés secteur public	12.6	118983	0.47	0.41	0.47
Salariés sect. priv formel	3.8	167390	0.79	0.61	0.58
Salariés sect. priv informel	2.9	102333	0.37	0.40	0.44
Inactifs, chômeurs	6.2	93378	0.54	0.58	0.52
Ensemble	100	70836	0.76	0.65	0.55
Composante intra- groupe (%)					
Compsante inter- groupe (%)					

5- Mesures monétaires de la pauvreté

Tableau 5-1. Indices de pauvreté Px suivant le milieu de résidence

milieu de résidence	Part en % de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
milieu rural	62.5	51126	0.745	0.425	0.285	78.7	83.1	85.1
Bangui	15.8	165202	0.115	0.027	0.011	3.1	1.3	0.8
Autres villes	21.7	84422	0.498	0.230	0.137	18.2	15.6	14.1
Ensemble du pays	100	70836	0.624	0.340	0.224	100	100	100

Tableau 5-2 Indices de pauvreté extrême Px suivant le milieu de résidence

milieu de résidence	Part en % de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
milieu rural	62.5	51126	0.460	0.196	0.111	86.0	87.7	88.8
Bangui	15.8	165202	0.009	0.003	0.002	0.4	0.4	0.4
Autres villes	21.7	84422	0.211	0.077	0.039	13.6	11.9	10.8
Ensemble du pays	100	70836	0.358	0.150	0.084	100	100	100

Tableau 5-3 Répartition géographique de la pauvreté

Région	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
Zone Savane	33.9	36546	0.818	0.461	0.303	46.7	48.7	48.8
Zone Forestière	19.6	51988	0.701	0.413	0.288	23.2	25.3	26.8
Zone Minière	5.8	141578	0.411	0.172	0.099	4.0	3.1	2.8
Zone Extrême	3.2	23116	0.897	0.600	0.443	4.8	6.0	6.7
Bangui	15.8	165202	0.115	0.027	0.011	3.1	1.3	0.8
Autres villes	21.7	84422	0.489	0.230	0.137	18.2	15.6	14.1
Ensemble du pays	100	70836	0.624	0.340	0.224	100	100	100

Tableau 5-4 Répartition géographique de la pauvreté extrême

Régions	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
Zone Savane	33.9	36546	0.507	0.200	0.105	51.1	48.4	45.5
Zone Forestière	19.6	51988	0.437	0.209	0.129	25.6	29.3	32.3
Zone Minière	5.8	141578	0.160	0.052	0.027	2.8	2.1	2.0
Zone Extrême	3.2	23116	0.680	0.345	0.219	6.5	7.9	9.0
Bangui	15.8	165202	0.009	0.003	0.002	0.4	0.4	0.4
Autres Villes	21.7	84422	0.211	0.077	0.039	13.6	11.9	10.8
Ensemble du pays	100	70836	0.358	0.150	0.084	100	100	100

Tableau 5-5 Répartition de la pauvreté par groupe cible

Groupe cible	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
Agric. exportation	14.3	27667	0.882	0.551	0.392	20.9	24.0	26.0
agric. non export., élevage, pêche, chasse	49.4	45580	0.746	0.409	0.267	61.0	61.6	61.4
Indép. vendeurs produits aliment.	2.8	138286	0.194	0.072	0.037	9.0	0.6	0.5
Indép. vendeurs prod. non aliment.	1.9	263708	0.135	0.036	0.015	0.4	0.2	0.1
Mines	1.8	174485	0.275	0.102	0.056	0.8	0.6	0.5
Autres Indépend.	4.4	126094	0.274	0.115	0.065	2.0	1.5	1.3
Salariés secteur public	12.6	118983	0.290	0.114	0.062	6.0	4.4	3.6
Salariés sect. priv formel	3.8	167390	0.278	0.109	0.058	1.7	1.3	1.0
Salariés sect. priv informel	2.9	102333	0.328	0.152	0.87	1.6	1.4	1.2
Inactifs, chômeurs	6.1	93378	0.456	0.238	0.156	4.6	4.4	4.4
Ensemble	100	70835	0.624	0.340	0.224	100	100	100

Tableau 5-7 Répartition de la pauvreté par occupation principale du chef de ménage

Occupation principale	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
1	4.7	121284	0.322	0.134	0.075	2.5	1.9	1.6
2	0.6	293911	0.153	0.079	0.047	0.2	0.2	0.1
3	1.4	139614	0.275	0.120	0.068	0.6	0.5	0.4
4	6.3	183411	0.172	0.061	0.030	1.8	1.1	0.9
5	6.8	128321	0.312	0.131	0.074	3.5	2.7	2.3
6	68.8	41950	0.772	0.436	0.292	84.9	88.0	89.3
7	5.0	112282	0.310	0.116	0.062	2.5	1.7	1.4
8	0.7	168439	0.147	0.056	0.027	0.1	0.1	0.1
9	0.0	171368	-	-	-	-	-	-
10	1.3	101489	0.340	0.143	0.086	0.7	0.5	0.5
11	4.2	92054	0.460	0.254	0.171	3.2	3.3	3.3
Ensemble	100	70836	0.624	0.340	0.224	100	100	100

-
- 1: professions scientifiques, techniques et libérales
 2: directeurs, cadres administratifs supérieurs
 3: personnels administratifs et travailleurs assimilés
 4: personnel commercial et vendeurs
 5: travailleurs spécialisés dans les services et manoeuvres
 6: agriculteurs, éleveurs et forestiers
 7: ouvriers, conducteurs et artisans
 8: membres des forces armées
 9: autres actifs
 10: chômeurs
 11: inactifs

Tableau 5-8 Répartition de la pauvreté extrême par occupation principale du chef de ménage

Occupation principale	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
1	4.7	121284	0.118	0.042	0.019	1.6	1.4	1.1
2	0.6	293911	0.056	0.025	0.012	0.1	0.1	0.1
3	1.4	139614	0.132	0.032	0.015	0.5	0.3	0.2
4	6.3	183411	0.043	0.013	0.004	0.8	0.5	0.3
5	6.8	128321	0.113	0.037	0.019	2.1	1.7	1.6
6	68.8	41950	0.470	0.199	0.112	90.0	91.2	92.7
7	5.0	112282	0.085	0.028	0.014	1.2	0.9	0.9
8	0.7	168439	0.050	0.005	0.000	1.0	0.0	0.0
9	0.0	171368	-	-	-	-	-	-
10	1.3	101489	0.083	0.050	0.036	0.3	0.4	0.5
11	4.2	92054	0.265	0.119	0.071	3.3	3.5	3.7
Ensemble	100	70836	0.358	0.150	0.084	100	100	100

Tableau 5-9 Répartition de la pauvreté par taille du ménage

Taille du ménage	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
1	11.4	133856	0.361	0.159	0.091	6.6	5.3	4.6
2	15.4	84427	0.520	0.249	0.152	12.8	11.3	10.4
3	14.2	76449	0.652	0.328	0.206	14.9	13.7	13.0
4	13.7	63079	0.689	0.373	0.240	15.1	15.0	14.7
5	11.7	51536	0.742	0.424	0.287	13.9	14.6	15.0
6	9.1	46875	0.728	0.435	0.296	10.6	11.7	12.0
7 et +	24.5	52219	0.663	0.395	0.277	26.1	28.4	30.3
Ensemble	100	70836	0.624	0.340	0.224	100	100	100

Tableau 5-10 Répartition de la pauvreté extrême par taille de ménage

Taille du ménage	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
1	11.4	133856	0.149	0.048	0.023	4.7	3.7	3.1
2	15.4	84427	0.239	0.091	0.049	10.3	9.3	9.0
3	14.2	76449	0.335	0.126	0.066	13.3	11.9	11.1
4	13.7	63079	0.384	0.150	0.079	14.7	13.7	12.9
5	11.7	51536	0.471	0.201	0.114	15.4	15.7	15.9
6	9.1	46875	0.493	0.203	0.113	12.5	12.3	12.2
7 et +	24.5	52219	0.427	0.204	0.123	29.1	33.4	35.8
Ensemble	100	70836	0.358	0.150	0.084	100	100	100

Tableau 5-11 Répartition de la pauvreté par sexe du chef de ménage

Sexe du chef de ménage	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
Masculin	88.4	69230	0.635	0.348	0.229	89.5	89.8	89.8
Feminin	11.6	78807	0.566	0.303	0.198	10.5	10.2	10.2
Ensemble	100	70836	0.624	0.340	0.224	100	100	100

Tableau 5-12 Répartition de la pauvreté extrême par sexe du chef de ménage

Sexe du chef de ménage	% de la population	Moyenne des DMPT	P0	P1	P2	Contribution à la pauvreté nationale		
						P0	P1	P2
Masculin	88.4	87751	0.366	0.153	0.086	89.6	89.8	90.0
Feminin	11.6	108658	0.323	0.133	0.074	10.4	10.2	10.0
Ensemble	100	91256	0.358	0.150	0.084	100	100	100

6- Structure des dépenses et du revenu par groupe de pauvreté

Tableau 6-1 Structure des dépenses par groupe de pauvreté

Postes de dépenses	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Dépenses alimentaires des consommateurs	50.1	58.8	53.6
	<u>22.0</u>	<u>78.0</u>	<u>100</u>
Autoconsommation de produits alimentaires	23.7	10.5	18.4
	<u>49.2</u>	<u>50.8</u>	<u>100</u>
Autres dépenses de consommation	25.2	28.2	26.4
	<u>17.5</u>	<u>82.5</u>	<u>100</u>
Envoi de fonds	1.0	2.5	1.6
	<u>10.7</u>	<u>89.3</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>22.4</u>	<u>77.6</u>	<u>100</u>

Tableau 6-2 Structure des dépenses par le groupe des très pauvres

Postes de dépenses	Très pauvres	Autres	Ensemble
Dépenses alimentaires des consommateurs	47.1	57.2	53.6
	<u>8.0</u>	<u>92.0</u>	<u>100</u>
Autoconsommation de produits alimentaires	26.5	13.9	18.4
	<u>23.8</u>	<u>76.2</u>	<u>100</u>
Autres dépenses de consommation	25.6	26.9	26.4
	<u>7.0</u>	<u>93.0</u>	<u>100</u>
Envoi de fonds	0.8	2.0	1.6
	<u>3.1</u>	<u>96.9</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>8.8</u>	<u>91.2</u>	<u>100</u>

Tableau 6-3 Structure des dépenses alimentaires par groupe de pauvreté

Produits	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Riz	1.5	3.0	2.1
	<u>14.6</u>	<u>85.4</u>	<u>100</u>
Manioc	5.6	10.6	7.6
	<u>17.5</u>	<u>82.5</u>	<u>100</u>
Mil/sorgho/maïs	0.6	1.0	0.7
	<u>19.0</u>	<u>81.0</u>	<u>100</u>
Banane plantain	1.0	1.3	1.1
	<u>83.2</u>	<u>16.8</u>	<u>100</u>
Viande/volaille	29.7	32.0	30.7
	<u>21.3</u>	<u>78.7</u>	<u>100</u>
Poisson	8.0	7.7	7.9
	<u>22.8</u>	<u>77.2</u>	<u>100</u>
Huile/gras domestique	9.8	9.5	9.7
	<u>29.1</u>	<u>70.9</u>	<u>100</u>
Thé/café/sucre/pain	18.6	15.9	17.5
	<u>29.0</u>	<u>71.0</u>	<u>100</u>
Boissons	6.5	6.2	6.4
	<u>18.8</u>	<u>81.2</u>	<u>100</u>
Divers	18.7	12.8	16.3
	<u>18.9</u>	<u>81.1</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>21.9</u>	<u>78.1</u>	<u>100</u>

Tableau 6-4 Structure des dépenses alimentaires par le groupe des très pauvres (%)

Produits	Très pauvres	Autres	Ensemble
Riz	1.3	3.3	2.3
	<u>3.3</u>	<u>96.7</u>	<u>100</u>
Manioc	6.5	11.0	8.7
	<u>4.8</u>	<u>95.2</u>	<u>100</u>
Mil/sogho/maïs	0.6	1.0	0.8
	<u>4.8</u>	<u>95.2</u>	<u>100</u>
Banane plantain	1.0	1.4	1.2
	<u>6.0</u>	<u>94.0</u>	<u>100</u>
Viande/volaille	32.9	33.3	33.1
	<u>7.9</u>	<u>92.1</u>	<u>100</u>
Poisson	9.2	7.8	8.5
	<u>9.3</u>	<u>90.7</u>	<u>100</u>
Huile/gras domestique	10.0	7.6	8.8
	<u>10.2</u>	<u>89.8</u>	<u>100</u>
Thé/café/sucre/pain	19.5	14.1	16.8
	<u>10.7</u>	<u>89.3</u>	<u>100</u>
Boissons	7.1	7.6	7.3
	<u>7.5</u>	<u>92.5</u>	<u>100</u>
Divers	12.0	12.8	12.5
	<u>7.6</u>	<u>92.4</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>8.0</u>	<u>92.0</u>	<u>100</u>

Tableau 6-5 Structure de l'autoconsommation alimentaire par groupe de pauvreté (%)

Produits	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Riz/paddy	6.9	7.0	6.9
	62.5	37.5	100
Manioc	44.0	43.6	44.0
	62.6	37.4	100
Mil/sorgho/maïs	19.8	17.0	19.0
	66.4	33.6	100
Divers	29.3	32.4	30.1
	60.1	39.9	100
Ensemble	100	100	100
	62.5	37.5	100

Tableau 6-6 Structure de l'autoconsommation alimentaire par le groupe des très pauvres

Produits	Très Pauvres	Autres	Ensemble
Riz/paddy	6.8	6.9	6.9
	30.2	69.8	100
Manioc	44.4	43.6	44.0
	30.3	69.7	100
Mil/sorgho/Maïs	20.0	18.2	19.0
	32.7	67.3	100
Divers	28.8	31.3	30.1
	28.7	71.3	100
Ensemble	100	100	100
	30.3	69.7	100

Tableau 6-7 Structure des dépenses non alimentaires par groupe de pauvreté

Rubriques	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble
Education	4.0	4.6	4.3
	18.0	82.0	100
Santé	19.7	15.2	17.4
	24.9	75.1	100
Logement	30.9	34.6	32.8
	18.6	81.4	100
Habillement	39.1	25.1	32.1
	28.5	71.5	100
Transport	6.3	20.5	13.4
	7.2	92.3	100
Ensemble	100	100	100
	20.3	79.7	100

Tableau 6-8 Structure des dépenses non alimentaires pour le groupe des très pauvres

Rubriques	Très pauvres	Autres	Ensemble
Education	4.2	4.5	4.3
	7.7	92.3	100
Santé	21.1	15.6	17.4
	10.8	89.2	100
Logement	31.6	34.0	32.8
	7.7	92.3	100
Habillement	40.7	26.9	32.1
	11.0	89.0	100
Transport	2.4	19.0	13.4
	1.1	98.9	100
Ensemble	100	100	100
	8.2	91.8	100

Tableau 6-9 Sources de revenu par groupe de pauvreté (%)

Catégories de revenu	Pauvres	Non pauvres	Ensem- ble
Revenu de l'emploi	5.6	19.3	11.7
	<u>14.0</u>	<u>86.0</u>	<u>100</u>
Revenu agricole (y compris autoconsommation)	62.2	27.6	46.8
	<u>50.9</u>	<u>49.1</u>	<u>100</u>
Revenu du travail indépendant non agricole	19.2	34.1	25.8
	<u>14.7</u>	<u>85.3</u>	<u>100</u>
Loyers perçus	0.4	1.8	1.0
	<u>11.1</u>	<u>88.9</u>	<u>100</u>
Envois de fonds encaissés	4.0	4.8	4.4
	<u>19.5</u>	<u>80.5</u>	<u>100</u>
Autres revenus	8.5	12.4	10.3
	<u>17.7</u>	<u>82.3</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>21.9</u>	<u>78.1</u>	<u>100</u>

Tableau 6-10 Sources de revenu pour le groupe des très pauvres (%)

Catégories de revenu	Très pau- vres	Autres	Ensem- ble
Revenu de l'emploi	3.5	15.7	11.7
	<u>3.9</u>	<u>96.1</u>	<u>100</u>
Revenu agricole (y compris autoconsommation)	68.2	36.4	46.8
	<u>23.1</u>	<u>76.9</u>	<u>100</u>
Revenu du travail indépendant non agricole	16.1	30.6	25.8
	<u>4.7</u>	<u>95.3</u>	<u>100</u>
Loyers perçus	0.3	1.4	1.0
	<u>2.4</u>	<u>97.6</u>	<u>100</u>
Envois de fonds encaissés	4.1	4.5	4.4
	<u>7.1</u>	<u>92.9</u>	<u>100</u>
Autres revenus	7.8	11.4	10.3
	<u>7.8</u>	<u>92.2</u>	<u>100</u>
Ensemble	100	100	100
	<u>8.3</u>	<u>91.7</u>	<u>100</u>

Tableau 6-11 Recettes moyennes tirées de la vente de produits agricoles par groupe de pauvreté (%)

Produits	Pau-vres	Non pau-vres	Ensem-ble
café	6.2	4.0	5.5
	62.7	37.3	100
coton	4.2	1.2	3.3
	86.4	13.6	100
tabac	0.9	0.5	0.8
	74.4	25.6	100
manioc	60.8	64.3	61.8
	56.0	44.0	100
mil	7.5	8.1	7.7
	61.1	38.9	100
riz	1.2	0.9	1.1
	63.9	36.1	100
arachide	10.1	10.3	10.2
	69.8	30.2	100
légumes	1.5	2.5	1.8
	42.3	57.7	100
sésame	3.3	2.2	3.0
	71.9	28.1	100
Autres produits	4.3	6.0	4.8
	38.0	62.0	100
Ensemble	100	100	100
	58.4	41.6	100

Tableau 6-12 Recettes tirées de la vente de produits agricoles par le groupe des très pauvres (%)

Produits	Très pauvres	Autres	Ensemble
café	7.3	4.2	5.5
	39.8	60.2	100
coton	4.9	2.1	3.3
	56.8	43.2	100
tabac	0.9	0.8	0.8
	32.7	67.3	100
manioc	58.9	70.0	61.8
	24.3	75.7	100
mil	7.2	8.1	7.7
	24.6	75.4	100
riz	1.3	0.9	1.1
	33.6	66.4	100
arachide	10.3	10.1	10.2
	19.9	80.1	100
légumes	1.2	2.2	1.8
	12.0	88.0	100
sésame	3.7	2.5	3.0
	40.7	59.3	100
Autres produits	4.3	5.1	4.8
	18.3	81.7	100
Ensemble	100	100	100
	25.8	74.2	100

7- Indicateurs de satisfaction de besoins de base et pauvreté

Tableau 7-1 Pourcentage d'individus ayant subi une visite médicale au cours des 4 semaines précédentes par lieu de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	7,5	8,8	11,4	8,4
	<u>18,4</u>	<u>9,5</u>	<u>6,2</u>	<u>34,1</u>
Zone Forestière	7,2	6,2	7,5	7,0
	<u>8,8</u>	<u>3,6</u>	<u>4,1</u>	<u>16,5</u>
Zone Minière	4,3	3,8	4,4	4,1
	<u>0,6</u>	<u>0,6</u>	<u>1,6</u>	<u>2,8</u>
Zone Extrême	4,8	6,6	5,8	5,0
	<u>1,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,2</u>	<u>2,0</u>
Ens.Zone rurale	7,1	7,5	8,1	7,4
	<u>29,2</u>	<u>14,2</u>	<u>12,0</u>	<u>55,4</u>
Bangui	3,8	9,5	12,9	12,4
	<u>0,1</u>	<u>2,3</u>	<u>21,1</u>	<u>23,5</u>
Autres villes	7,4	8,1	8,5	8,1
	<u>4,5</u>	<u>5,8</u>	<u>10,8</u>	<u>21,1</u>
Ensemble milieu urbain	7,2	8,3	11,0	9,9
	<u>4,6</u>	<u>8,0</u>	<u>31,9</u>	<u>44,6</u>
Ensemble	7,1	7,8	10,0	8,3
	<u>33,8</u>	<u>22,3</u>	<u>43,9</u>	<u>100</u>

Tableau 7-2 Pourcentage d'individus ayant subi une visite médicale au cours des 4 semaines précédentes par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble
Agricul-teurs.expor-tation	9,5	7,1	8,5	8,9
	<u>11,9</u>	<u>2,4</u>	<u>1,1</u>	<u>15,4</u>
Agricul-teurs.non exportation	5,9	7,3	8,2	6,8
	<u>18,0</u>	<u>12,2</u>	<u>10,2</u>	<u>40,4</u>
Indepen-dants ven-deurs prod aliment.	12,9	17,1	12,1	13,0
	<u>0,3</u>	<u>1,0</u>	<u>3,1</u>	<u>13,1</u>
Indépen-dants ven-deurs.prod non aliment	-	10,7	11,1	10,7
	=	<u>0,2</u>	<u>2,2</u>	<u>2,4</u>
Mines	-	5,3	6,2	5,4
	=	<u>0,2</u>	<u>0,9</u>	<u>1,1</u>
Indép.autre	3,5	9,7	10,5	9,5
	<u>0,2</u>	<u>0,9</u>	<u>3,8</u>	<u>5,1</u>
Salariés sect public	10,4	8,8	11,5	10,9
	<u>1,4</u>	<u>2,6</u>	<u>12,5</u>	<u>16,5</u>
Salariés sect privé formel	3,4	8,4	10,5	9,5
	<u>0,1</u>	<u>0,7</u>	<u>3,5</u>	<u>4,3</u>
Salariés sect privé non formel	10,0	5,5	11,4	9,6
	<u>0,7</u>	<u>0,5</u>	<u>2,2</u>	<u>3,4</u>
Inactifs, Chômeurs	10,1	8,3	10,3	9,6
	<u>1,3</u>	<u>1,5</u>	<u>4,4</u>	<u>7,2</u>
Ensemble	7,1	7,8	10,2	8,3
	<u>33,8</u>	<u>22,3</u>	<u>43,9</u>	<u>100</u>

Tableau 7-3 Type de consultation par les malades de l'échantillon par lieu de résidence

Zone	Médecin	Ass. Médical	Sage femme infirmier	Guérisseur tradit	Autres	Ensemble
Zone coton	5,7	7,0	60,1	11,3	16,0	100,0
	<u>39,1</u>	<u>25,9</u>	<u>36,5</u>	<u>18,8</u>	<u>58,8</u>	<u>34,1</u>
Zone café	5,7	11,1	55,6	12,4	15,2	100,0
	<u>18,9</u>	<u>20,0</u>	<u>16,3</u>	<u>10,0</u>	<u>27,0</u>	<u>16,5</u>
Zone minière	6,2	12,3	64,0	17,5	0,0	100,0
	<u>3,5</u>	<u>3,9</u>	<u>3,3</u>	<u>2,4</u>	<u>0,0</u>	<u>2,9</u>
Zone extrême	2,0	16,8	65,5	4,6	11,1	100,0
	<u>0,8</u>	<u>3,6</u>	<u>2,3</u>	<u>0,4</u>	<u>2,3</u>	<u>2,0</u>
Ens. Zone rurale	5,6	8,8	59,2	11,7	14,7	100,0
	<u>62,3</u>	<u>53,4</u>	<u>58,4</u>	<u>31,4</u>	<u>88,1</u>	<u>55,5</u>
Autres villes	6,1	11,3	62,6	18,8	1,2	100,0
	<u>25,5</u>	<u>26,1</u>	<u>23,5</u>	<u>19,4</u>	<u>2,7</u>	<u>21,1</u>
Bangui	2,6	8,0	43,4	42,4	3,6	100,0
	<u>12,1</u>	<u>20,6</u>	<u>18,1</u>	<u>48,8</u>	<u>9,1</u>	<u>23,5</u>
Ensemble	5,0	9,1	56,2	20,4	9,3	100,0
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-4 Type de consultation par les malades de l'échantillon par groupe cible

Groupe cible	Médecin	Assis- tant Médical	Sage femme/ infirmier	Guéris seur tradit ionnel	Au- tres	Ensem ble
Agricul- teurs exportn	4,7	7,1	54,6	11,5	22,1	100,0
	<u>14,4</u>	<u>12,0</u>	<u>15,0</u>	<u>8,7</u>	<u>36,7</u>	<u>15,4</u>
Agriculteur non exportation	5,8	7,6	62,9	13,6	10,1	100,0
	<u>46,8</u>	<u>33,6</u>	<u>45,2</u>	<u>26,8</u>	<u>44,2</u>	<u>40,4</u>
Indépendant vendeur alimentaire	1,7	10,0	61,0	25,5	1,8	100,0
	<u>1,5</u>	<u>4,8</u>	<u>4,8</u>	<u>5,5</u>	<u>0,8</u>	<u>4,4</u>
Indépen- dants ven- deurs prod non aliment	5,9	8,1	64,9	21,1	0,0	100,0
	<u>2,8</u>	<u>2,1</u>	<u>2,7</u>	<u>2,5</u>	<u>0,0</u>	<u>2,4</u>
Mines	1,7	2,7	64,8	30,7	0,0	100,0
	<u>0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>1,4</u>	<u>1,8</u>	<u>0,0</u>	<u>1,2</u>
Indép. autre	3,9	6,2	62,2	20,3	7,4	100,0
	<u>3,9</u>	<u>3,4</u>	<u>5,5</u>	<u>5,0</u>	<u>4,0</u>	<u>5,0</u>
Salariés sect public	5,6	16,2	39,5	35,3	3,4	100,0
	<u>18,6</u>	<u>29,1</u>	<u>11,6</u>	<u>28,5</u>	<u>6,0</u>	<u>16,5</u>
Salariés sect privé formel	2,8	11,0	55,5	29,2	1,5	100,0
	<u>2,4</u>	<u>5,2</u>	<u>4,3</u>	<u>6,2</u>	<u>0,7</u>	<u>4,3</u>
Salariés sect privé non formel	5,4	8,2	58,1	18,0	10,3	100,0
	<u>3,6</u>	<u>3,0</u>	<u>3,4</u>	<u>2,9</u>	<u>3,7</u>	<u>3,3</u>
Inactifs Chômeurs	3,9	8,2	48,2	34,7	5,0	100,0
	<u>5,7</u>	<u>6,4</u>	<u>6,1</u>	<u>12,2</u>	<u>3,8</u>	<u>7,2</u>
Ensemble	5,0	9,1	56,2	20,4	9,3	100,0
	100	100	100	100	100	100

Tableau 7-5 Type de consultation par groupe de pauvreté

Type de consultation	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Médecin	36,9	25,5	37,6	100,0
	<u>5,5</u>	<u>6,4</u>	<u>4,1</u>	<u>5,0</u>
Assistant Médical	32,6	15,0	52,4	100,0
	<u>8,8</u>	<u>6,9</u>	<u>10,3</u>	<u>9,1</u>
Sage femme Infirmier	34,9	32,9	42,2	100,0
	<u>58,0</u>	<u>64,8</u>	<u>51,2</u>	<u>56,2</u>
Guérisseur traditionnel	16,2	14,9	69,0	100,0
	<u>9,8</u>	<u>15,3</u>	<u>30,4</u>	<u>20,4</u>
Autres	65,7	14,1	20,1	100,0
	<u>18,0</u>	<u>6,6</u>	<u>4,0</u>	<u>9,3</u>
Ensemble	33,8	19,9	46,3	100,0
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-6 Temps moyen d'accès au centre de santé par strate

Zone de résidence	Ensemble	Moins de 1h	de 1h à moins de 2h	de 2h à - de 3h	de 3h à - 1/2 journée	+ 1/2 journée
Zone coton	100,0	50,7	25,4	8,9	8,0	7,0
	<u>36,6</u>	<u>29,2</u>	<u>56,3</u>	<u>46,5</u>	<u>49,8</u>	<u>37,0</u>
Zone café	100,0	48,7	22,5	12,0	8,8	8,0
	<u>21,5</u>	<u>16,4</u>	<u>29,2</u>	<u>36,7</u>	<u>32,2</u>	<u>24,7</u>
Zone minière	100,0	38,7	11,3	12,5	12,6	24,9
	<u>6,8</u>	<u>4,1</u>	<u>4,6</u>	<u>12,2</u>	<u>14,7</u>	<u>24,5</u>
Zone extrême	100,0	49,8	11,0	8,0	4,6	26,6
	<u>3,6</u>	<u>2,8</u>	<u>2,4</u>	<u>4,1</u>	<u>2,8</u>	<u>13,8</u>
Ensemble Zone rurale	100,0	48,9	22,3	10,2	8,5	10,1
	<u>68,5</u>	<u>52,5</u>	<u>92,5</u>	<u>99,1</u>	<u>99,5</u>	<u>100</u>
Autres villes	100,0	96,1	3,7	0,1	0,1	0,0
	<u>20,1</u>	<u>30,3</u>	<u>4,5</u>	<u>0,1</u>	<u>0,5</u>	<u>0,0</u>
Bangui	100,0	95,4	4,4	0,3	0,0	0,0
	<u>11,4</u>	<u>17,1</u>	<u>3,0</u>	<u>0,4</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
Ensemble	100,0	63,7	16,5	7,0	5,9	6,9
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-7 Temps d'accès moyen au centre de santé par groupe cible

Groupe cible	Ensemble	Moins de 1 heure	de 1h à moins de 2h	de 2h à moins de 3h	de 3h à - d'une 1/2 journée	Plus d'une 1/2 journée
Agriculteurs exportation	100,0	38,0	28,0	13,6	11,2	9,2
	<u>13,8</u>	<u>8,2</u>	<u>23,3</u>	<u>26,7</u>	<u>26,4</u>	<u>18,2</u>
Agriculteurs non export.	100,0	59,2	18,4	7,9	6,7	7,9
	<u>54,5</u>	<u>50,6</u>	<u>60,6</u>	<u>61,3</u>	<u>62,2</u>	<u>61,8</u>
Indépendants vendeurs produits aliment.	100,0	88,3	5,7	1,0	2,8	2,2
	<u>3,2</u>	<u>4,5</u>	<u>1,1</u>	<u>0,5</u>	<u>1,5</u>	<u>1,0</u>
Indépendants vendeurs prod. non aliment.	100,0	83,7	7,4	4,2	2,2	2,5
	<u>1,9</u>	<u>2,5</u>	<u>0,9</u>	<u>1,2</u>	<u>0,7</u>	<u>0,7</u>
Mines	100,0	56,2	4,4	2,0	1,9	35,5
	<u>2,3</u>	<u>2,1</u>	<u>0,6</u>	<u>0,7</u>	<u>0,8</u>	<u>12,0</u>
Indép. autres	100,0	81,0	12,1	1,8	1,5	3,6
	<u>4,5</u>	<u>5,7</u>	<u>3,3</u>	<u>1,1</u>	<u>1,1</u>	<u>2,3</u>
Salariés public	100,0	89,8	6,3	1,8	1,3	0,8
	<u>7,7</u>	<u>10,9</u>	<u>3,0</u>	<u>2,0</u>	<u>1,8</u>	<u>0,9</u>
Salariés privé formel	100,0	82,8	10,6	2,3	2,1	2,2
	<u>3,0</u>	<u>3,9</u>	<u>1,4</u>	<u>1,4</u>	<u>0,3</u>	<u>0,2</u>
Salariés privé non formel	100,0	86,9	8,4	3,4	0,7	0,6
	<u>2,9</u>	<u>3,9</u>	<u>1,4</u>	<u>1,4</u>	<u>0,3</u>	<u>0,2</u>
Inactifs Chômeurs	100,0	79,0	10,4	4,7	3,8	2,1
	<u>6,2</u>	<u>7,7</u>	<u>3,9</u>	<u>4,1</u>	<u>4,0</u>	<u>1,9</u>
Ensemble	100,0	63,7	16,5	7,0	5,9	6,9
	100	100	100	100	100	100

Tableau 7-8 Caractéristiques de la population: effectifs de la population âgée de 5 ans et plus, par Zone de résidence et par groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	495134	202915	114881	812930
	41,4	44,0	19,8	34,0
Zone Forestière	237438	113458	115449	466345
	34,2	17,9	11,0	19,5
Zone Minière	258285	14384	4721	77389
	5,1	5,3	6,8	5,9
Zone Extrême	8477	53212	316233	377922
	8,6	2,1	0,7	3,2
Ensemble Zone rurale	999334	383969	551284	1734586
	89,6	69,3	38,3	62,6
Autres Villes	126534	141267	250696	518496
	10,0	24,2	27,2	21,7
Bangui	8477	53212	316233	377922
	0,7	6,4	34,5	15,8
Ensemble	959044	562821	871667	2393531
	100	100	100	100

Tableau 7-9 Caractéristiques de la population: effectifs de la population âgée de 5 ans et plus, par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agriculteurs exportation	252332	64735	27233	344300
	<u>26,3</u>	<u>11,5</u>	<u>3,1</u>	<u>14,4</u>
Agriculteurs non exportation	605914	329775	252106	1187795
	<u>63,2</u>	<u>58,6</u>	<u>28,9</u>	<u>49,6</u>
Indépendants vendeurs prod aliment	3939	12159	50775	66873
	<u>0,4</u>	<u>2,2</u>	<u>5,8</u>	<u>2,8</u>
Indépendants vendeurs prod non alimentaires	1467	4217	38141	43825
	<u>0,2</u>	<u>0,7</u>	<u>4,4</u>	<u>1,8</u>
Mines	3973	8173	30316	42462
	<u>0,4</u>	<u>1,5</u>	<u>3,5</u>	<u>1,8</u>
Indép. autre	15006	19067	69207	103280
	<u>1,6</u>	<u>3,4</u>	<u>7,9</u>	<u>4,3</u>
Salariés sect public	23203	56337	218374	297915
	<u>2,4</u>	<u>10,0</u>	<u>25,1</u>	<u>12,4</u>
Salariés sect privé formel	6680	15477	65868	88025
	<u>0,7</u>	<u>2,7</u>	<u>7,6</u>	<u>3,7</u>
Salariés sect privé non formel	15133	14971	37338	67442
	<u>1,6</u>	<u>2,7</u>	<u>4,3</u>	<u>2,8</u>
Inactifs Chômeurs	31396	37910	82309	151615
	<u>3,3</u>	<u>6,7</u>	<u>9,4</u>	<u>6,3</u>
Ensemble	959044	562821	871667	2393531
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

**Tableau 7-10 Pourcentage des individus sachant lire et écrire
par lieu de résidence et groupe de pauvreté**

Zone	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	19,6	23,4	31,1	22,2
	<u>11,3</u>	<u>6,1</u>	<u>4,2</u>	<u>21,6</u>
Zone Forestière	23,4	32,6	32,5	29,9
	<u>6,7</u>	<u>4,4</u>	<u>2,8</u>	<u>16,6</u>
Zone Minière	28,7	23,8	32,5	29,4
	<u>1,1</u>	<u>1,0</u>	<u>2,8</u>	<u>4,9</u>
Zone Extrême	18,2	28,7	34,3	21,1
	<u>1,3</u>	<u>0,5</u>	<u>0,2</u>	<u>1,9</u>
Ensemble milieu rural	22,7	26,4	35,1	25,2
	<u>20,3</u>	<u>12,0</u>	<u>12,7</u>	<u>45,0</u>
Bangui	45,4	53,9	62,4	61,0
	<u>0,3</u>	<u>3,0</u>	<u>24,2</u>	<u>27,5</u>
Autres villes	33,2	44,3	50,0	44,5
	<u>4,7</u>	<u>7,6</u>	<u>15,2</u>	<u>27,5</u>
Ensemble milieu urbain	33,7	46,7	56,9	51,5
	<u>5,1</u>	<u>10,6</u>	<u>39,4</u>	<u>55,0</u>
Ensemble	22,7	33,1	49,4	35,1
	<u>25,3</u>	<u>22,6</u>	<u>52,1</u>	<u>100</u>

Tableau 7-11 Pourcentage d'individus sachant lire et écrire
par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble
Agricul. exportation	20,9	24,3	29,1	22,3
	<u>6,1</u>	<u>2,0</u>	<u>1,0</u>	<u>9,1</u>
Agricul. non exportation	21,2	27,4	34,3	25,8
	<u>15,0</u>	<u>11,0</u>	<u>10,6</u>	<u>36,6</u>
Indépendants Vendeurs prod aliment	24,7	39,9	44,9	42,8
	<u>0,1</u>	<u>0,6</u>	<u>2,7</u>	<u>3,4</u>
Indépendants vendeurs prod non alim	23,5	38,2	33,2	33,3
	<u>0,0</u>	<u>0,2</u>	<u>1,5</u>	<u>1,7</u>
Mines	48,9	48,7	43,1	44,7
	<u>0,2</u>	<u>0,5</u>	<u>1,5</u>	<u>2,2</u>
Indépendants autre	34,2	42,1	45,8	43,5
	<u>0,6</u>	<u>0,9</u>	<u>2,5</u>	<u>5,4</u>
Salariés sect public	44,8	56,9	68,2	64,1
	<u>1,4</u>	<u>3,8</u>	<u>17,6</u>	<u>22,8</u>
Salariés sect privé formel	39,5	50,5	58,7	55,7
	<u>0,3</u>	<u>1,0</u>	<u>4,6</u>	<u>5,9</u>
Salariés sect privé non formel	39,9	41,0	54,7	48,5
	<u>0,6</u>	<u>0,8</u>	<u>2,5</u>	<u>3,9</u>
Inactifs, chômeurs	27,0	44,1	54,7	50,1
	<u>1,0</u>	<u>1,8</u>	<u>6,3</u>	<u>9,1</u>
Ensemble	22,7	33,1	49,5	35,1
	<u>25,3</u>	<u>22,6</u>	<u>52,1</u>	<u>100</u>

Tableau 7-12 Pourcentage d'individus ayant fréquenté l'école à un moment quelconque par lieu de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	34,4	39,2	40,9	36,6
	13,6	7,0	3,8	24,4
Zone Forestière	41,4	49,5	57,2	47,2
	8,1	4,6	5,3	18,1
Zone Minière	44,1	39,5	44,9	43,3
	1,1	1,2	2,7	5,0
Zone Extrême	39,5	49,2	55,1	42,2
	1,9	0,6	0,2	2,7
Ensemble milieu rural	37,2	42,7	48,2	40,8
	24,8	13,4	12,0	50,2
Bangui	60,8	68,0	78,0	76,5
	0,3	2,6	20,9	23,8
Autres villes	50,6	61,8	65,7	61,1
	5,0	7,3	13,7	26,0
Ensemble milieu urbain	51,1	63,3	72,6	67,6
	5,3	9,9	34,6	49,8
Ensemble	39,1	49,5	64,2	50,9
	30,1	23,3	46,6	100

Tableau 7-13 Pourcentage d'individus ayant fréquenté l'école à un moment quelconque par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agricult.ex portation	38,1	42,1	38,5	38,9
	<u>7,7</u>	<u>2,4</u>	<u>0,9</u>	<u>11,0</u>
Agricult. non exportation	36,9	42,3	47,2	40,7
	<u>18,0</u>	<u>11,7</u>	<u>10,0</u>	<u>39,7</u>
Indépendant vendeur alimentaire	54,7	58,4	60,0	59,4
	<u>0,2</u>	<u>0,6</u>	<u>2,5</u>	<u>3,3</u>
Indépendant vendeur non alimentaire	55,5	71,2	43,2	46,1
	<u>0,1</u>	<u>0,2</u>	<u>1,4</u>	<u>1,7</u>
Mines	65,4	58,9	56,3	57,6
	<u>0,2</u>	<u>0,4</u>	<u>1,4</u>	<u>2,0</u>
Indép.Autre	61,0	75,8	58,7	59,2
	<u>0,7</u>	<u>0,9</u>	<u>3,4</u>	<u>5,0</u>
Salarié public	65,4	75,8	86,9	83,0
	<u>1,4</u>	<u>3,5</u>	<u>15,4</u>	<u>20,3</u>
Salarié privé formel	64,3	70,0	77,6	75,1
	<u>0,3</u>	<u>0,9</u>	<u>4,1</u>	<u>5,3</u>
Salarié privé non formel	57,3	63,6	70,3	66,2
	<u>0,6</u>	<u>0,9</u>	<u>2,2</u>	<u>3,7</u>
Inactifs, Chômeurs	39,7	62,0	73,0	63,9
	<u>1,0</u>	<u>1,8</u>	<u>5,2</u>	<u>8,0</u>
Ensemble	39,1	49,5	64,2	50,9
	<u>30,1</u>	<u>23,3</u>	<u>46,6</u>	<u>100</u>

Tableau 7-14 Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentant actuellement l'école par lieu de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	90	94	94	92
	<u>16,7</u>	<u>6,6</u>	<u>2,9</u>	<u>26,2</u>
Zone Forestière	90	94	95	92
	<u>7,3</u>	<u>4,5</u>	<u>4,2</u>	<u>16,0</u>
Zone Minière	100	81	93	92
	<u>0,9</u>	<u>0,9</u>	<u>2,1</u>	<u>3,9</u>
Zone Extrême	84	94	100	87
	<u>2,0</u>	<u>0,6</u>	<u>0,1</u>	<u>2,7</u>
Ensemble Zone rurale	90	93	95	92
	<u>26,9</u>	<u>12,6</u>	<u>9,3</u>	<u>48,8</u>
Bangui	93	98	98	98
	<u>0,3</u>	<u>2,9</u>	<u>20,5</u>	<u>23,7</u>
Autres villes	88	94	97	95
	<u>5,0</u>	<u>7,3</u>	<u>15,2</u>	<u>27,5</u>
Ensemble milieu urbain	89	95	98	96
	<u>5,3</u>	<u>10,2</u>	<u>35,7</u>	<u>51,2</u>
Ensemble	90	94	97	94
	<u>32,3</u>	<u>22,8</u>	<u>44,9</u>	<u>100</u>

Tableau 7-15 Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentant actuellement l'école par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agricult.ex portation	88,5	92,8	100	89,8
	<u>8,4</u>	<u>2,2</u>	<u>0,4</u>	<u>10,8</u>
Agric.non exportation	89,8	91,8	95,2	91,5
	<u>19,0</u>	<u>9,5</u>	<u>8,1</u>	<u>27,6</u>
Indépendant vendeur alimentaire	100	80,7	93,7	92,0
	<u>0,2</u>	<u>0,5</u>	<u>2,5</u>	<u>3,2</u>
Indépendant vendeur non alimentaire	100	100	96,5	97,3
	<u>0,1</u>	<u>0,3</u>	<u>1,2</u>	<u>1,6</u>
Mines	100	100	100	100
	<u>0,2</u>	<u>0,2</u>	<u>0,8</u>	<u>1,2</u>
Indép.autre	92,8	97,9	91,0	92,8
	<u>1,1</u>	<u>1,0</u>	<u>2,5</u>	<u>4,6</u>
Salarié public	91,8	96,4	98,6	97,8
	<u>1,4</u>	<u>4,9</u>	<u>19,1</u>	<u>25,4</u>
Salarié privé formel	82,8	95,9	98,8	97,3
	<u>0,3</u>	<u>1,1</u>	<u>4,4</u>	<u>5,8</u>
Salarié privé non formel	97,1	96,3	97,4	97,0
	<u>0,6</u>	<u>1,1</u>	<u>1,6</u>	<u>3,3</u>
Inactifs, Chômeurs	89,5	98,2	97,3	96,5
	<u>1,0</u>	<u>2,2</u>	<u>4,3</u>	<u>7,5</u>
Ensemble	89,9	94,0	97,1	93,9
	<u>32,3</u>	<u>22,8</u>	<u>44,9</u>	<u>100</u>

Tableau 7-16 Pourcentage des enfants âgés de 12 à 18 ans fréquentant actuellement l'école par lieu de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	59,6	35,6	53,5	53,3
	13,7	3,7	2,6	20,0
Zone Forestière	49,2	55,1	49,8	50,9
	7,4	3,9	3,4	14,7
Zone Minière	54,8	45,1	55,2	52,7
	1,1	0,9	2,3	4,3
Zone Extrême	53,0	43,1	36,0	51,0
	2,1	0,3	0	2,4
Ensemble milieu rural	54,7	45,9	52,2	52,1
	24,3	8,8	8,4	41,5
Bangui	74,0	75,7	73,7	74,0
	0,4	3,5	23,3	27,2
Autres villes	58,2	66,3	75,5	69,1
	5,4	9,1	16,8	31,3
Ensemble milieu urbain	59,1	68,7	74,4	71,3
	5,8	12,6	40,1	58,5
Ensemble	55,9	57,0	69,4	62,1
	30,2	21,4	48,4	100

Tableau 7-17 Pourcentage d'enfants âgés de 12 à 18 ans fréquentant actuellement l'école par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble
Agricult.ex portation	55,0	45,4	48,8	52,6
	<u>7,7</u>	<u>1,7</u>	<u>0,7</u>	<u>10,1</u>
Agric.non exportation	53,0	43,4	55,9	51,0
	<u>17,0</u>	<u>7,7</u>	<u>8,0</u>	<u>32,7</u>
Indépendants vendeurs prod. aliment.	30,0	57,3	52,8	52,6
	<u>0,1</u>	<u>0,6</u>	<u>1,9</u>	<u>2,6</u>
Indépendants vendeurs prod non alim.	66,5	63,0	67,6	66,7
	<u>0,1</u>	<u>0,3</u>	<u>1,5</u>	<u>1,9</u>
Mines	67,2	51,5	34,5	41,3
	<u>0,2</u>	<u>0,3</u>	<u>0,6</u>	<u>1,1</u>
Indép.autre	70,6	68,5	59,7	63,2
	<u>0,8</u>	<u>0,9</u>	<u>2,6</u>	<u>4,3</u>
Salariés sect public	65,2	80,3	84,5	82,2
	<u>1,9</u>	<u>4,9</u>	<u>22,0</u>	<u>28,8</u>
Salariés sect privé formel	59,6	73,2	67,8	68,6
	<u>0,3</u>	<u>1,1</u>	<u>4,1</u>	<u>5,5</u>
Salariés sect privé non formel	72,1	75,9	62,9	68,7
	<u>0,9</u>	<u>1,1</u>	<u>30,6</u>	<u>32,6</u>
Inactifs, Chômeurs	67,4	78,0	72,3	73,1
	<u>1,2</u>	<u>2,7</u>	<u>5,4</u>	<u>9,3</u>
Ensemble	55,9	57,0	69,4	62,1
	<u>30,2</u>	<u>21,4</u>	<u>48,4</u>	<u>100</u>

Tableau 7-18 Temps d'accès à l'école primaire par région de résidence

Région de résidence	Moins de 1 heure	1 à 2 heures	2 à 3 heures	3h à 1/2 journée	+ de 1/2 journée	Ensemble
Zone Savane	76	18	3	2	1	100
	<u>34</u>	<u>54</u>	<u>47</u>	<u>48</u>	<u>18</u>	<u>37</u>
Zone Forestière	73	18	5	3	1	100
	<u>19</u>	<u>33</u>	<u>41</u>	<u>39</u>	<u>9</u>	<u>21</u>
Zone Minière	73	8	2	2	15	100
	<u>6</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>8</u>	<u>61</u>	<u>7</u>
Zone Extrême	79	9	4	2	6	100
	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>6</u>	<u>3</u>	<u>12</u>	<u>4</u>
Ensemble milieu rural	75	16	4	2	3	100
	<u>63</u>	<u>95</u>	<u>99</u>	<u>98</u>	<u>100</u>	<u>69</u>
Bangui	98	2	0	0	0	100
	<u>14</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>11</u>
Autres Villes	98	2	0	0	0	100
	<u>24</u>	<u>3</u>	<u>0</u>	<u>2</u>	<u>0</u>	<u>20</u>
Ensemble milieu urbain	98	2	0	0	0	100
	<u>37</u>	<u>5</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>0</u>	<u>31</u>
Ensemble du Pays	82	12	3	1	2	100
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-19 Temps d'accès à l'école secondaire par région de résidence

Région de résidence	Moins de 1 heure	1 à 2 heures	2 à 3 heures	3h à 1/2 journée	+ de 1/2 journée	Ensemble
Zone Savane	15	21	16	16	32	100
	<u>15</u>	<u>48</u>	<u>52</u>	<u>51</u>	<u>48</u>	<u>37</u>
Zone Forestière	14	21	18	18	29	100
	<u>8</u>	<u>29</u>	<u>35</u>	<u>33</u>	<u>25</u>	<u>21</u>
Zone Minière	1	3	15	22	59	100
	<u>0</u>	<u>1</u>	<u>9</u>	<u>13</u>	<u>16</u>	<u>7</u>
Zone Extrême	14	7	6	5	68	100
	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>10</u>	<u>4</u>
Ensemble milieu rural	13	18	16	17	36	100
	<u>24</u>	<u>79</u>	<u>98</u>	<u>99</u>	<u>100</u>	<u>69</u>
Bangui	89	11	0	0	0	100
	<u>28</u>	<u>8</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>11</u>
Autres Villes	88	10	1	0	1	100
	<u>48</u>	<u>13</u>	<u>2</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>20</u>
Ensemble milieu urbain	88	11	1	0	0	100
	<u>76</u>	<u>21</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>31</u>
Ensemble du Pays	37	16	11	12	24	100
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-20 Pourcentage d'enfants fréquentant actuellement une école privée par lieu de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	0,3	-	1,6	0,4
Zone Forestière	0,2	0,4	0,9	0,4
Zone Minière	-	-	-	-
Zone Extrême	0,6	-	-	0,5
Ensemble Zone rurale	0,3	0,2	0,9	0,4
Bangui	-	0,4	2,8	2,5
Autres villes	-	0,2	0,4	0,3
Ensemble milieu urbain	-	0,3	1,9	1,4
Ensemble	0,2	0,2	1,7	1,0

Tableau 7-21 Pourcentage d'individus qui fréquentent une école privée par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agricult. exportation	0,6	-	-	0,4
Agric.non exportation	0,2	0,4	0,4	0,3
Indépendants vendeurs prod aliment.	-	-	2,5	1,8
Indépendants vendeurs prod non alim	-	-	0,8	0,6
Mines	-	-	-	-
Indép.autre	-	-	6,1	1,5
Salariés sect public	-	0,3	1,2	1,0
Salariés sect privé formel	-	-	3,9	3,0
Salariés sect privé non formel	-	-	2,7	1,3
Inactifs, Chômeurs	-	-	3,4	2,3
Ensemble	0,2	0,2	1,7	1,0

Tableau 7-22 Pourcentage de ménages n'ayant pas accès à l'eau potable par Zone de résidence et groupe de pauvreté

Zone de résidence	Très pauvres	pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	72,0	75,1	72,2	72,9
	<u>50,0</u>	<u>29,8</u>	<u>20,2</u>	<u>100</u>
	(17,8)	(10,6)	(7,2)	(35,6)
Zone Forestière	95,2	91,2	88,2	92,0
	<u>45,4</u>	<u>24,3</u>	<u>30,3</u>	<u>100</u>
	(1,4)	(1,9)	(4,7)	(8,0)
Zone Minière	93,5	94,2	84,0	87,8
	<u>17,0</u>	<u>23,7</u>	<u>59,3</u>	<u>100</u>
	(11,9)	(6,4)	(7,9)	(26,2)
Zone Extrême	78,3	77,7	69,1	77,1
	<u>69,0</u>	<u>21,0</u>	<u>10,0</u>	<u>100</u>
	(2,5)	(0,8)	(0,4)	(3,7)
Ensemble Zone rurale	80,7	81,5	80,5	80,6
	<u>45,7</u>	<u>26,8</u>	<u>27,5</u>	<u>100</u>
	(33,6)	(19,7)	(20,2)	(73,5)
Bangui	71,4	62,3	54,1	55,0
	<u>1,2</u>	<u>9,7</u>	<u>89,1</u>	<u>100</u>
	(0,1)	(0,8)	(7,4)	(8,3)
Autres villes	71,3	71,7	64,8	67,9
	<u>22,2</u>	<u>27,2</u>	<u>50,6</u>	<u>100</u>
	(4,0)	(4,9)	(9,2)	(18,2)
Ensemble milieu urbain	71,3	70,2	59,5	63,2
	<u>15,6</u>	<u>21,7</u>	<u>62,7</u>	<u>100</u>
	(4,1)	(5,8)	(16,6)	(26,5)
Ensemble	79,1	78,6	69,4	75,1
	<u>37,7</u>	<u>25,4</u>	<u>36,9</u>	<u>100</u>
	(100)	(100)	(100)	(100)

Tableau 7-23 Pourcentage de ménages n'ayant pas accès à l'eau potable par groupe cible et groupe de pauvreté

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agricult. exportation	83,7	86,0	52,0	85,8
	<u>9,6</u>	<u>3,8</u>	<u>2,3</u>	<u>15,7</u>
Agricult. non exportation	78,0	79,2	77,5	78,2
	<u>24,5</u>	<u>16,4</u>	<u>15,7</u>	<u>56,7</u>
Indépendants vendeurs prod aliment	88,4	69,2	52,6	56,8
	<u>0,2</u>	<u>0,4</u>	<u>1,8</u>	<u>2,4</u>
Indépendants vendeurs prod non aliment	58,5	94,2	58,6	61,6
	<u>- (*)</u>	<u>0,2</u>	<u>1,4</u>	<u>1,6</u>
Mines	81,1	94,8	90,5	90,4
	<u>0,2</u>	<u>0,5</u>	<u>2,1</u>	<u>2,8</u>
Indépendants autre	85,0	79,0	70,3	73,1
	<u>0,5</u>	<u>0,8</u>	<u>3,1</u>	<u>4,4</u>
Salariés sect public	69,6	67,3	56,4	59,5
	<u>0,7</u>	<u>1,2</u>	<u>4,3</u>	<u>6,2</u>
Salariés sect privé formel	78,4	75,2	58,2	62,8
	<u>0,3</u>	<u>0,5</u>	<u>1,7</u>	<u>2,5</u>
Salariés sect privé non formel	96,1	65,8	59,0	64,9
	<u>0,5</u>	<u>0,5</u>	<u>1,5</u>	<u>2,5</u>
Inactifs, Chômeurs	67,5	66,3	61,6	63,9
	<u>1,3</u>	<u>1,1</u>	<u>2,9</u>	<u>5,3</u>
Ensemble	79,1	78,6	69,4	63,9
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Tableau 7-24 Pourcentage des enfants souffrant de malnutrition par Zone de résidence et groupe de pauvreté

Zone	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Zone Savane	20,8	16,5	23,0	20,1
Zone Forestière	20,5	19,9	16,1	19,3
Zone Minière	34,7	16,0	35,2	31,6
Zone Extrême	28,2	8,0	14,0	23,7
Ensemble Zone rurale	21,7	16,7	14,7	20,8
Bangui	(1)	11,7	6,6	7,0
Autres villes	17,3	19,4	15,7	17,0
Ensemble milieu urbain	16,4	17,7	10,9	13,1
ensemble	20,9	17,5	14,6	18,0

(1) Non significatif à cause du faible échantillon d'enfants très pauvres à Bangui.

**Tableau 7-25 Pourcentage des enfants souffrant de malnutrition
par groupe cible et groupe de pauvreté**

Groupe cible	Très pauvres	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Agricult. exportation	18,3	22,6	15,7	18,8
Agricul. non exportation	23,6	15,8	22,4	17,9
Indépendant vendeur alimentaire	4,8	21,7	9,5	10,6
Indépendant vendeur non alimentaire	-	10,3	21,6	19,2
Mines	13,2	32,5	38,8	33,4
Indépendant autre	16,1	14,3	14,0	14,2
Salarié public	6,7	22,7	8,0	11,0
Salarié privé formel	25,4	19,0	10,8	13,7
Salarié privé non formel	8,1	19,5	6,9	11,1
Inactifs, Chômeurs	14,8	9,0	10,5	10,8
Ensemble	20,9	17,5	14,6	18,0

APPENDICE 1: ESTIMATION DE L'AUTOCONSOMMATION

Dans le cadre de la présente étude, la notion de dépense ou de revenu doit être comprise au sens de la comptabilité nationale, c'est-à-dire que l'on doit y inclure l'autoconsommation, tant alimentaire que non-alimentaire. Les résultats de l'Enquête Prioritaire n'ont pris en compte que les revenus et dépenses monétaires. Nous décrivons ci-dessous les procédures utilisées pour ajuster les données de l'Enquête pour prendre en compte l'autoconsommation, tant alimentaire que non alimentaire.

A-1- Autoconsommation alimentaire

L'autoconsommation alimentaire comprend deux volets: celle des produits agricoles et celle des produits d'élevage.

Estimation de l'autoconsommation des produits agricoles

Précisons tout de suite qu'il s'agit d'estimer la valeur monétaire de l'autoconsommation et non la quantité autoconsommée.

La section 5B du questionnaire fournit, pour chaque culture vivrière de base, les informations suivantes: la quantité produite; la quantité vendue; le prix reçu à l'unité.

Ces données permettent d'estimer l'autoconsommation en valeur.

Soit:

i la culture vivrière;
j le ménage;
 q_{ij} , la quantité de la culture i produite par le ménage j;
 v_{ij} , la quantité de la culture i vendue par le ménage j;
 p_{ij} , le prix reçu par le ménage j pour le produit i;
k le nombre de culture;
m le nombre de ménages.

L'autoconsommation de la culture i par le ménage j est donnée par:

$$a_{ij} = (q_{ij} - v_{ij}) p_{ij}$$

L'autoconsommation totale du ménage j est donnée par:

$$A_j = \sum_{i=1}^k a_{ij}$$

L'autoconsommation totale est donnée par:

L'avantage de cette méthode est qu'elle ne fait pas

$$A = \sum_{j=1}^m A_j = \sum_{j=1}^m \sum_{i=1}^k a_{ij} = \sum_{j=1}^m \sum_{i=1}^k (q_{ij} - v_{ij}) p_{ij}$$

intervenir un système de prix unique, mais repose uniquement sur les données sur les quantités et les prix reçus de chaque ménage.

Estimation de l'autoconsommation de produits animaux

Les éléments figurant dans le questionnaire de l'EP ne peuvent pas permettre d'estimer l'autoconsommation des produits d'élevage. En effet, si le nombre de têtes de bétail par espèces, a été relevé, aucune question n'a par contre été posée ni sur les quantités autoconsommées, ni sur les ventes. Une estimation aurait pu être tentée à partir des données du Ministère du Développement Rural et de coefficients calculés à partir des résultats de l'enquête budget-consommation de 1975. Malheureusement cette enquête n'était pas descendue à ce niveau de détail. La méthode d'estimation utilisée est basée sur la connaissance précise qu'ont les services chargés de l'élevage, et notamment l'Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage (ANDE), du comportement des ménages d'éleveurs et des ménages paysans en tant que consommateurs de produits animaux. Une estimation de l'autoconsommation moyenne par ménage et par espèces d'animaux a ainsi pu être faite. Le produit de ces quantités par les prix moyens des animaux sur pieds élaborés par l'ANDE permet d'obtenir une estimation de la valeur moyenne de l'autoconsommation d'un ménage possédant l'espèce de bétail.

Soit:

i , l'espèce de bétail,
 m_i , le nombre de ménages possédant l'espèce i ,
 a_i , le nombre moyen de têtes de l'espèce consommé par un ménage possédant l'espèce,
 v_i , le prix moyen d'un animal sur pieds de l'espèce,
 n , le nombre d'espèces,

L'estimateur de l'autoconsommation en valeur de l'espèce i est:

$$A_i = m_i a_i v_i$$

et pour l'ensemble des espèces,

$$T = \sum_{i=1}^n A_i = \sum_{i=1}^n m_i a_i v_i$$

APPENDICE 2: CALCUL DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE

Les dépenses des ménages dans l'Enquête Prioritaire sont exprimées en chiffres nominaux. Mais les comparaisons des dépenses étant réalisées dans l'espace et dans le temps, l'indicateur de bien-être devrait être basé sur les dépenses réelles, c'est-à-dire les dépenses nominales déflatées par un indice de prix approprié. En effet, l'utilisation d'un indicateur de dépenses suppose que tous les individus font face à des prix identiques. Ainsi, pour comparer les dépenses entre diverses régions, il est nécessaire de prendre en compte des variations régionales de prix et leurs variations dans le temps, suite à l'inflation, afin de générer des niveaux relatifs de bien-être. La collecte de données sur le terrain de l'Enquête Prioritaire s'étant déroulée simultanément dans toutes les régions du territoire sur une courte période pendant laquelle les données de la Division de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE) indiquent une inflation presque nulle, l'impact de celle-ci est négligeable. Seules les variations régionales de prix sont, de ce fait, prises en considération ici. La procédure utilisée pour la construction d'un indice du coût de la vie pour déflater les dépenses est décrite ci-dessous.

L'indice régional du coût de la vie a été calculé sous la forme d'un indice des prix de Paasche à l'aide des renseignements provenant du questionnaire sur les prix, les relevés des prix effectués par la DSEE et la Direction des Statistiques Agricoles et de la Documentation du Ministère du Développement Rural dans les régions et des coefficients des dépenses calculés à partir des résultats de l'enquête sur les ménages. En corrigeant les dépenses nominales par un indice de prix de Paasche on obtient un indice de quantité de Laspeyres, ce qui signifie que toutes les dépenses sont évaluées aux prix d'une région. A cet égard, nous avons choisi une région de référence, Bangui, afin de procéder aux comparaisons du coût de la vie.

Les régions choisies sont les régions administratives de l'Enquête Prioritaire: Zone Savane, Zone Forestière, Zone Minière, Zone Extrême et Autres Villes. L'Enquête s'étant déroulée simultanément dans toutes les régions, il est possible de calculer cet indice à partir d'une section transversale des données sur les prix de l'enquête communautaire et des relevés de prix pratiqués dans les régions en 1992, pendant la même période que l'Enquête Prioritaire, par la Division de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE).

Pour exprimer chacune des dépenses dans les prix de la Capitale Bangui, nous avons calculé l'indice du coût de la vie de Paasche ci-après:

$$I_{pj} = \frac{\sum_{i=1}^{i=n} q_{ji} p_{ji}}{\sum_{i=1}^{i=n} q_{ji} p_{ri}} \quad (i=1..n); \quad \text{ou:} \quad I_{pj} = \frac{\sum_{i=1}^{i=n} (V_{ji})}{\sum_{i=1}^{i=n} V_{ji} \left(\frac{p_{ri}}{p_{ji}} \right)}$$

où: p_{ri} et p_{ji} = prix des biens i ($i=1, \dots, n$) de la région de référence r , Bangui, et des autres régions j ; q_{ji} = dépense sur le bien i dans la région j ; V_{ji} = valeur de la dépense dans la région j sur le bien i . Cet indice utilise comme pondération les dépenses de la région qui n'est pas prise comme région de référence.

L'indice peut aussi s'exprimer comme suit:

$$I_{pj} = \sum_{i=1}^{i=n} \frac{1}{(S_{ji} \cdot \frac{p_{ri}}{p_{ji}})}$$

La formule

$$S_{ji} = V_{ji} / \sum_{i=1}^{i=n} V_{ji}$$

étant la fraction des dépenses dans la région correspondant au produit i .

Le calcul de l'indice du coût de la vie revient donc simplement à calculer les prix et les parts de dépenses en moyenne par région dès lors que les dépenses tiennent compte de l'autoconsommation. En ce qui concerne les dépenses, utilisées comme pondérations, elles sont fournies directement par l'enquête Prioritaire. Des difficultés ont toutefois surgit: d'une part, le manque de corrépondance entre les produits pour lesquels on disposait de renseignements sur les prix et ceux pour lesquels on disposait de renseignements sur les dépenses. Dans l'ensemble, les produits pour lesquels on dispose de renseignements sur les dépenses constituaient un sous-ensemble de ceux pour lesquels on disposait de renseignements sur les prix. D'autre part, tous les produits ne se trouvaient pas dans toutes les régions. enfin, nous ne disposions d'aucun prix de services. L'indice a été basé sur les produits dont disposait à la fois des prix pour l'ensemble des régions et pour lesquels on pouvait calculer les parts de dépenses. L'hypothèse qui soutient cette démarche est que la variation régionale des prix des autres produits est conforme à l'indice général. Les produits suivants ont servi de variable de l'indicateur de prix: maïs, mil/sorgho, manioc, igname, riz, banane plantain, oignon, arachide, tomates fraîches, aubergines, oranges, viande de boeuf, viande boucanée, poissons fumés, sucre, sel, huile d'arachide, lait concentré sucré, whisky, pagne UCATEX, pétrole lampant, savon

de Marseille, Vermox. Ces produits représentent environ 80% des dépenses des ménages.

Les indices obtenus sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Zone	Indice des prix des produits Alimentaires	Indice des prix des produits non Alimentaires	Indice général
Bangui	100	100	100
Savane	51,7	109,2	75,5
Forestière	46,2	109,8	64,6
Minière	75,2	113,2	91,2
Extrême	49,7	115,2	64,4
Autres Villes	64,5	109,1	84,5

B I B L I O G R A P H I E

- Recensement Général de la population 1988, BCR DSEE(Mini Plan)
 - * Volume 1 : Tableaux Statistiques au niveau national
 - * Volume 2 : Rapport : d'analyse
 - Tome 1 : Etat de la population
 - Tome 2 : Etat matrimonial, nuptialité
 - Tome 3 : Fécondité
 - Tome 7 : Activités Economiques
 - * Volume 3 : population des villages et quartiers
 - * principaux résultats par préfecture (dépliants).
- Document ECAM/DSAD
 - * Plan de sondage (Enquête prioritaire)
 - * Questionnaire et manuel de guide pour les enquêteurs
 - * Rapport d'analyse de l'enquête prioritaire de Bangui
 - * Rapport méthodologique de l'enquête prioritaire
- Enquête Budget consommation
 - * Volume 2 : Résultats statistiques, Juin 1977
 - * Volume 1 : Document de méthodologie, Juin 1977
- Enquête annuelle sur les prix aux producteurs des principaux Produits agricoles MDR, Août 1992
- Etude sur la mortalité maternelle en RCA, MSPAS
- Enquête sur l'Etat nutritionnel des femmes, MSPAS Nov. 91
- Aperçu nutritionnel FAO, Nations-Unies Août 1990
- Préparation de la conférence internationale sur la nutrition. document groupe de travail "Nutrition Santé", Docteur SOBELA, MSPAS 90
- Préparation de la conférence internationale sur la nutrition document du groupe de travail " Nutrition-Environnement "MSPAS 90
- Préparation de la conférence internationale sur la nutrition. Document de travail "Alimentation et Nutrition" MDR, 90
- Aperçu nutritionnel de la RCA.
COUMANZI MALO Dieudonné, Déc. 91
- Enquête socio-culturelle sur les valeurs, attitude et comportement des populations rurales aux projets de développement
projet DSAD Volet Education des bénéficiaires Bangui, Fév. 1992
- Etudes de faisabilité en vue de l'institution d'un fonds social en RCA
Rapport de consultation, Février 1992
- Enquête DSA, un instrument permettant une rapide identification et suivi de groupes de populations cibles
Document de travail DSA
- Rapport mondial sur le développement humain 1990, 1991, 1992 PNUD

S.A.G.E. Avril 1994

- Analyse opérationnelle de la pauvreté et des DSA.
Document de travail DSA
- Statistiques sanitaires (annuaire 1988), DSEE Mini Plan
- Etudes sur les perspectives de développement de la RCA à court terme
MOGENET & COLLNGE
- Annuaire statistique 1991, DSEE
- Indices des prix Bilans annuel 1992, DSEE MAI 1993
- Note méthodologie relative à l'indice des prix à la
Consommation des ménages, DSEE
- Mémoire de la RCA 1990. Nations Unies Deuxième conférence des Nations
Unies sur les Pays les moins avancés.

REFERENCES

1. Dubois, J.L. (1992). Etude de la pauvreté: système d'information et méthodes d'analyse aidant à la formulation des politiques. Document de travail. Version préliminaire, Banque Mondiale
2. Ravallion, M. (1992): Poverty comparisons. A guide to concepts and methods. Washington, LSMS, working papers n° 88, World Bank.
3. Sen A.K. The Standard of Living. Cambridge: Cambridge University Press. 1987.
4. Anand, S. et C. Harris. 1985. Living Standards in Sri Lanka, 1973-1981/82: An Analysis of Consumer Finance Survey. Miméo. Oxford: St. Catherine's College.
5. Deaton, A. et J. Muellbauer. 1980. Economics and Consumer Behavior. Cambridge: Cambridge University Press.
6. Kynch, J. et A.K. Sen. 1983. Indian Women and Well Being. Cambridge Journal of Economics.
7. Kanbur, S.M.R. 1988. Pauvreté et dimensions sociales de l'ajustement structurel en Côte d'Ivoire. Dimensions sociales de l'ajustement en Afrique subsaharienne, Document de travail N°2, Banque Mondiale, Washington, D.C.
8. E. Oti Boateng, Kodwo Ewusi, Ravi Kabur, Andrew McKay. Un Profil de Pauvreté au Ghana, 1987-1988. DSA. Document de travail N°5. Analyse socio-économique. Banque Mondiale Washington D.C.
9. Theil, H. 1967. Economics and information theory. North Holland, Amsterdam.
- Glewwe, Paul. 1988. The Distribution of Welfare in Côte d'Ivoire in 1985. Living Standard Measurement Study. Working Paper N° 29 - World Bank.
10. Sen, A.K. (1973). On Economic Inequality. Clarendon Press. Oxford University.
- Shorrocks, Anthony. (1980). The Class of Additively Decomposable Inequality Measures. Econometrica Vol 48. N° 3 pp 613-625
- Shorrocks, Anthony. (1982). Inequality Decomposition by Factor Component. Econometrica Vol 50. N° 1 pp 183-211.
- Shorrocks, Anthony. (1984). Inequality Decomposition by Population Sub-groups. Econometrica Vol. 52. N° 6 pp 1309-1385.
11. Broadway Robin W. et Neil Bruce. 1984. Welfare Economics. Basil Blackwell.
12. Sen, A.K., 1976. Poverty: An Ordinal Approach to Measurement. Econometrica.
- Donaldson et J. Weymark. 1986. Poverty Indices. International Economic Review.

13. Foster, J., J. Greer et E. Thorbecke. 1984. A Class of Decomposable Poverty. Econometrica.

14. Besley, T.J. et S.M.R. Kanbur. 1988. Food Subsidies and Poverty Alleviation. Economic Journal.